George Galloway: de l' «anti-impérialisme» réactionnaire au «socialisme» xénophobe

Pour compléter cette description concernant l'évolution de certains courants de la gauche sociale-patriote en Europe[1], j'évoquerai le cas de George Galloway et du WPB (Workers Party of Britain), parti d'environ 3 000 adhérents (chiffre officiel), créé autour de cet ex-député travailliste en 2019. Cette formation politique a obtenu 210 194 voix en 2024, en présentant environ 150 candidats dans un quart des circonscriptions. Ce score correspond à 0,7% des votants à l'échelle nationale, ce qui le place, en Europe, loin derrière des courants assez proches comme BSW[2]* en Allemagne (le parti de Sarah Wagenknecht* qui a obtenu jusqu'à 10% dans certains Länder en attendant les élections nationales de février 2025), le SP* néerlandais (3,15% aux élections législatives en 2023) ou le PTB* belge (9,86 % au Parlement fédéral en 2024). Ces trois partis prônent, comme Galloway et le WPB, le «contrôle de l'immigration», un «anti-impérialisme» à sens unique (hostile aux Etats-Unis mais favorable à la Russie[3] et à la Chine) et défendent, chacun à sa manière, leurs États-nations respectifs – quand ce n'est pas la famille royale, dans le cas britannique[4] !

Galloway a d'abord fait carrière dans la «gauche» philo-stalinienne du Labour Party (dont il fut député de 1987 à 2005) jusqu'à son exclusion pour avoir déclaré, en avril 2003, dans une interview à une chaîne de télévision d'Abou Dhabi : «*La meilleure chose que peuvent faire les soldats britanniques c'est de refuser d'obéir à des ordres illégaux*» en Irak – déclaration rare un aventurier travailliste aussi opportuniste que lui.

RESPECT, un front électoral au service d'un aventurier cynique

Surnommé «*Gorgeous George*», notre «héros» s'allia ensuite à l'extrême gauche et devint le représentant le plus médiatique de la Stop the War Coalition qui réussit à rassembler entre 750 000 et 2 millions de personnes à Londres, le 15 février 2003, contre l'invasion de l'Irak. Il occupa la même place centrale au sein de RESPECT*, un front électoral créé en 2004 et qui, dans sa meilleure période, en 2007, gagna un député (Galloway) à la Chambre des Communes et 19 conseilleurs municipaux. RESPECT réunit le SWP* (du moins jusqu'en 2007), les Frères musulmans du MAB*, des écologistes, des militants et des bureaucrates syndicaux, plusieurs organisations trotskystes et même, selon l'aveu de Galloway, «*des petits entrepreneurs qui ne se décriraient pas comme socialistes et ne sont pas obligés de l'accepter*[5]». Ensemble, les éléments bigarrés de ce patchwork politique définirent

---

[1] Ce texte complète l'introduction (https://npnf.eu/spip.php?article1193) de la série d'articles en cours intitulée «Faux rebelles et "marxistes" au service de l'extrême droite» https://npnf.eu/spip.php?rubrique168.

[2] Les mots suivis d'un astérisque renvoient au glossaire, p. 20.

[3] Le WPB de Galloway a ainsi consacré une brochure à l'invasion russe de l'Ukraine, dont le titre reprend religieusement la terminologie de Poutine : «*L'Ukraine et les origines de l'opération militaire spéciale*», https://workerspartybritain.org/support/ukraine-the-origins-of-smo/.

[4] En 2022, Galloway a déclaré : «*Si l'on changeait les règles de la succession dynastique, je soutiendrais la princesse Ann, la bonne reine Anne, et j'organiserais un référendum sur ce sujet*», https://www.youtube.com/watch?v=L1Zgi_pyRvI !

[5] https://www.theguardian.com/commentisfree/2006/may/06/whatisthepointofrespect. En 2007, **Après** que son parti eut abandonné Galloway et RESPECT, Chris Harman, dirigeant du SWP, leva un coin du voile sur certains de ces entrepreneurs : «*Azmal Hussein, restaurateur millionnaire et*

ensemble un programme aux accents eurosceptiques, altermondialistes donc vaguement «anti-impérialistes» et «antisionistes» [«*un seul État du Jourdain à la Méditerranée*» ; «*la démocratie au Moyen-Orient, c'est le Hamas, c'est le Hezbollah*[6]» ; et «*s'il y avait le moindre sionisme dans le parti RESPECT, on leur* [sic] *ferait la chasse et ils seraient exclus*[7]»]. Ce programme avait aussi une allure «anticapitaliste» à la sauce sociale-démocrate : défense du secteur public ; renationalisation des transports, de l'eau, de l'électricité et de l'industrie pétrolière de la mer du Nord ; remise en cause de la vente à la découpe des logements sociaux, etc.

A propos des nationalisations, il faut noter que la clause n° 4 des statuts du Labour mentionna «*la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange*», jusqu'en 1995. Cette position pouvait faire croire à des naïfs, ou des opportunistes, que le Parti travailliste était sincèrement favorable au «socialisme», même si ce socialisme était dominé par les courants les plus modérés depuis les origines du mouvement ouvrier britannique [Jousse, 2011]. Les discussions précédant l'abandon de cette clause, puis son adoption en 1995, incitèrent quelques politiciens «de gauche» et plusieurs dirigeants d'extrême gauche qui pratiquaient l'entrisme au sein du Labour depuis des décennies à créer des partis (SLP*, SSP*, SP*, etc.) et des coalitions électorales à l'extérieur du Labour, à commencer par les diverses Socialist Alliance [Stranmer, 2007], suivies par une myriade de fronts électoraux : RESPECT, Socialist Green Unity Coalition, Trade Unionist and Socialist Coalition (USC), No2EU-Yes to Democracy, Left Leave Campaign appelé aussi Lexit, etc. Cela donna surtout l'espoir aux différents groupes trotskystes et aux petites organisations issues de la désagrégation du stalinisme pro-russe [CPB, CPGB, CPGM(ml), etc.] qu'ils allaient pouvoir profiter d'un nouvel espace électoral à gauche du Labour. Ces formations sont en effet défavorisées dans le cadre d'un système uninominal majoritaire à un tour, qui ne laisse aucune chance aux petits partis dépourvus de moyens financiers conséquents (il faut payer une caution de 590 euros en 2025, remboursable seulement si l'on obtient plus de 5% des voix) et d'une implantation nationale significative. Pour toutes ces raisons, l'extrême gauche se présente plus souvent aux élections locales qu'aux élections nationales, d'autant que, à l'échelon local, si ses candidats sont connus, ils ont plus de chances à la fois de recevoir des voix et de ne pas apparaître comme des «diviseurs» qui font le jeu des candidats conservateurs [Tranmer, 2007].

Galloway : Une sauterelle électorale qui instrumentalise l'islam et les communautés ethno-religieuses

RESPECT disparut en 2016 et, toujours avide de renommée et de postes rémunérateurs, Galloway continua à se présenter à différentes élections partielles, bénéficiant à chaque fois du soutien plus ou moins «critique» de groupes trotskystes (la liste a varié suivant les périodes), staliniens (comme le CPGB-ml* en 2024) ou néostaliniens[8] (le CPB* qui publie *The Morning Star*), de quelques bureaucrates syndicaux ou petits notables (ex-)travaillistes, de certains écologistes, et d'une partie des représentants des communautés musulmanes locales, ou de leurs éléments les plus politisés.

Tout comme en France, avec La France Insoumise, des polémiques interminables font rage sur l'importance du «vote musulman» dans les succès de Galloway depuis son exclusion du Labour. En effet, ce démagogue habile a su s'attirer la sympathie de travailleurs et d'étudiants eurodescendants, de jeunes aux origines diverses, et de petits entrepreneurs et travailleurs musulmans, d'origine

---

promoteur immobilier local, est devenu une figure clé de Tower Hamlets RESPECT. […] *Mohammed Zabadne, un entrepreneur en bâtiment millionnaire, a été invité à prendre la parole lors du rassemblement de la victoire et a organisé la première soirée de la victoire une semaine plus tard*» https://www.marxists.org/archive/harman/2008/xx/respect.htm.

[6] Lindsey German, le 17 juillet 2006, lors d'une réunion de la Stop the War Coalition https://weeklyworker.co.uk/worker/634/high-on-rhetoric-low-on-solutions/.

[7] Yvonne Ridley*, dirigeante de RESPECT, https://www.theguardian.com/commentisfree/2006/aug/02/stopharassingjews.

[8] Cf. «Le stalinisme existe-t-il encore ?» (2007) https://npnf.eu/spip.php?article277.

bangladaise ou pakistanaise (Galloway a beaucoup moins d'influence chez les Afro-Caribéens ou les personnes origines d'Asie du Sud-Est ou de Chine[9]).

Au Royaume-Uni, comme en France d'ailleurs, les personnes de culture musulmane ont commencé à voter pour «la gauche» bien avant l'apparition de RESPECT (2004) ou de LFI (2017). Si LFI s'est mis à parier sur les quartiers populaires et la «Nouvelle France», il y a seulement quelques années, l'extrême gauche britannique exploite les «politiques de l'identité» depuis des décennies, tout d'abord sur le terrain social (avec des succès comme ceux de l'Anti-Nazi League dans les années 1977-1981, et de Rock Againt Racism[10], dans les années 1976-1982), désormais sur le terrain électoral, avec des résultats bien inférieurs à ceux de l'extrême droite voire des néonazis du BNP*.

En revanche, il faut souligner une différence notable entre les deux pays : au Royaume-Uni, le Parti conservateur a su intégrer dans ses rangs des personnes originaires de l'empire colonial britannique depuis très longtemps (notamment grâce au fait que les migrants du Commonwealth avaient le droit de voter et de se présenter comme candidats), et leur donner des responsabilités. Ce n'est absolument pas le cas en France pour les personnes d'origine africaine, maghrébine ou asiatique qui se heurtent à un plafond de verre (ce que les Anglo-Saxons appellent le «*plafond brun*»), à droite comme à gauche.

Un «anti-impérialisme» réactionnaire mais très rémunérateur

Si Galloway n'a jamais eu l'étoffe d'un théoricien, contrairement à d'autres auteurs évoqués dans cette série d'articles, y compris l'ex-trotskyste devenu libertarien Frank Furedi*, il a toujours été un agitateur médiatiquement efficace, surtout en matière d'«anti-impérialisme» sélectif et de petites phrases choc qui font le buzz. Comme l'écrit Simon Nelson : «*En réalité, Galloway a été un mercenaire qui s'est auto-promu, servant les différents impérialismes de son choix contre d'autres : l'Irak et l'Iran contre Israël et les États-Unis. La Russie contre l'Ukraine*[11].»

En effet, s'il a condamné le massacre des Kurdes par Saddam Hussein à Halabja en 1988, il a ensuite retourné sa veste et soutenu ardemment la dictature irakienne.

«*En 1998, il a déclaré au* New Worker*, journal du New Communist Party*, que "les organisations de masse et le parti Baas, qui est extrêmement bien organisé et profondément enraciné en Irak... [ont] un moral élevé. Des niveaux élevés de motivation et de mobilisation. Un grand esprit de résistance. Certainement une conscience aiguë de l'identité des vrais méchants de l'histoire...". Il a condamné les opposants irakiens de gauche qu'il aurait soutenus dans les années 1980, parlant des "effets vicieux des éléments de l'opposition irakienne, qui devraient être mieux informés. Ils ont tellement empoisonné le puits de la bonne volonté potentielle du peuple irakien dans ce pays.* […] *Nous nous trouvons dans une situation où des sections du parti communiste irakien, pour des raisons tout à fait compréhensibles - elles ont fait l'objet d'une répression massive - se sont laissées entraîner dans une position pro-impérialiste* [...]. *Le Parti communiste irakien et CARDRI (Campaign Against Repression and for Democratic Rights in Iraq) ont fini par défendre l'impérialisme"*[12]».

Pour le reste Galloway n'a jamais varié puisque son nouveau parti, le WPB, évalue de façon positive les réalisations de l'Union soviétique, de la Chine et de Cuba qui ont, selon lui, tenté de se libérer de la domination impérialiste et défendent à merveille leur identité nationale, exactement comme son parti souhaite le faire au Royaume-Uni[13]. Non seulement Galloway a fait l'éloge *«du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et du dictateur syrien Bachar al-Assad. Il a également trouvé le*

---

[9] Au Royaume-Uni, les personnes sont classées selon leur «race» et la catégorie des «*Asiatiques*» regroupe les étrangers et les citoyens britanniques d'origine asiatique. Elles représentent 11,54% de la population totale, soit 4,31% de Pakistanais, 3,22% d'Indiens, 1,49% de Bangladais et 2,52% d'«autres» (Chinois et personnes d'Asie du Sud-Est).

[10] https://www.ukrockfestivals.com/victoria-park-1978.html

[11] https://www.workersliberty.org/story/2024-02-20/who-george-galloway.

[12] https://www.workersliberty.org/story/2017-07-26/george-galloway-factsheet

[13] https://www.youtube.com/watch?v=aMzmTpF4wBo.

temps d'écrire un livre obséquieux sur le dictateur cubain Fidel Castro – l'un des rares livres étrangers que l'on peut acheter à Cuba[14]».

Galloway dénonce seulement les gouvernements des Etats-Unis, jamais ceux de la Chine, la Russie, ou des puissances secondaires comme la Turquie ou l'Iran. Mieux, il n'hésite pas à se mettre ouvertement à leur service, puisqu'il a travaillé comme présentateur sur des chaînes étatiques de propagande : Russia Today de 2013 à 2022 et le média iranien Press TV.

Chris Williamson, ancien député travailliste suspendu du Labour pour avoir minimisé l'antisémitisme au sein de son organisation, a travaillé lui aussi comme présentateur pour la chaîne de propagande iranienne Press TV. Il est désormais un dirigeant du WPB de Galloway fondé en 2019 pour tenter de récupérer les militants travaillistes mécontents qui avaient soutenu Jeremy Corbyn dans les années 2015-2020. On ne s'étonnera pas que Williamson ait déclaré **le 20 octobre 2023, sept jours après les massacre du 7 octobre** : «*Israël a perdu tout droit à l'existence*[15]».

Lors des invasions de l'Irak en 2003, de l'Afghanistan (2001-2021) et des nombreuses guerres sanglantes d'Israël contre les Palestiniens, Galloway a été présenté comme un «*camarade*» par la majorité des groupes d'extrême gauche, qui lui ont fourni une main-d'œuvre utile pour l'aider à faire campagne et à booster son image publique.

La servilité des dirigeants «révolutionnaires» britanniques est allée très loin puisqu'un leader du SWP, Alex Callinicos, osa reproduire dévotement l'argument de son «*camarade*» Galloway, selon lequel «*en tant que* [catholique] *abstinent craignant Dieu, il avait davantage droit aux votes des croyants que son adversaire*[16]» musulman et travailliste !!! Il faut dire que Galloway lui-même publia, lors des élections européennes de 2004, un tract qui décrivait RESPECT comme «*le parti des musulmans*[17]». L'ex-député travailliste se présenta à cette occasion comme un «*combattant pro-musulmans*», «*marié à une femme médecin palestinienne»,* qui *«s'abstient de boire de l'alcool»* et *«a de solides principes religieux en matière de lutte contre l'injustice*».

Si Galloway prétendait, et prétend encore, incarner la colère des travailleurs et des travaillistes contre le New Labour de Tony Blair et Gordon Brown dans les années 1990, et contre Keir Starmer depuis 2020, cette opposition n'a jamais la moindre consistance. Par exemple, il renonça à se présenter à Glasgow, après «*35 années de combat sur la ligne de front politique écossaise*[18]», parce qu'il ne voulait pas nuire à son ami travailliste, Mohammed Sarwar*, millionnaire, premier député musulman élu à la Chambre des communes en 1997. En effet, Galloway ne souhaitait pas priver la «*communauté musulmane, qui manque cruellement de représentation, de l'un de ses rares représentants*» (*idem*). Cette explication était profondément malhonnête puisque Sarwar avait soutenu et soutint toujours la politique du New Labour tant qu'il fut député – sauf sur un point : la guerre en Irak !

Galloway a su également séduire une fraction des électeurs de gauche déçus par le virage à droite initié par le «New Labour» à partir de 1994. Aux yeux d'une partie de la jeunesse étudiante contestataire et d'une fraction de la population musulmane, il est apparu comme :

– un opposant aux différents gouvernements britanniques qui ont soutenu l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan ou les crimes de guerre de Tsahal ;

– un adversaire du racisme antimusulmans [cf. Ismaïl, 2014] ; en 2004, il adressa une lettre à ses «*frères et sœurs musulmans*» en commençant par un respectueux «*salam aleikoum»* et en leur demandant d'«a*pporter des tracts dans les mosquées pour les prières du vendredi et dans les*

---

[14] https://www.newstatesman.com/comment/2021/06/george-galloway-s-disgraceful-record-shows-he-no-friend-progressives.

[15] https://www.bbc.com/news/uk-england-derbyshire-67161730.

[16] https://socialistworker.co.uk/alex-callinicos/the-key-lessons-of-bradford-west/.

[17] Au Royaume-Uni, on a recensé environ 31 millions de chrétiens, 25 millions de «sans religion» et seulement 4 millions de musulmans. On est loin du «grand remplacement» ou d'une «submersion migratoire» musulmane…

[18] https://www.scotsman.com/news/politics/galloway-withdraws-from-westminster-contest-2512694

organisations communautaires» ; de «*coller des affiches dans les magasins et les maisons de tous les quartiers*» ; «*et surtout, j'ai besoin de votre aide le jour des élections pour m'assurer que nos communautés se rendent aux urnes*[19]»;

– et un homme politique déterminé à renverser de petits notables locaux travaillistes impopulaires qui avaient des pratiques communautaires clientélistes dans les différentes circonscriptions où il tenta des OPA avec l'appui de l'extrême gauche : opérations ratées (en 2010, 2017, 2019 et 2021) ou réussies (à Bethnal Green et Bow, de 2005 à 2010 ; Bradford West de 2012 à 2015 ; et Rochdale de février à mai 2024).

A propos des pratiques clientélistes-identitaires et des ambiguïtés de l'extrême gauche

Comme l'expliquent deux chercheurs [Peace et Akhtar, 2014] qui ont étudié les campagnes de RESPECT en 2005 et 2012, Galloway et ses soutiens réussirent, selon les circonscriptions, mais parfois dans la même circonscription, à profiter de l'aide des réseaux clientélistes traditionnels sud-asiatiques et en même temps à mobiliser les jeunes et les femmes de ces réseaux de parenté (les *biraderi*) et de «patronage», ou d'autres réseaux, contre l'habitude jusque-là incontestée des «anciens» de leur communauté de faire voter en bloc les membres de leur famille élargie et/ou les personnes originaires d'un même village (ce que les Anglais appellent la «*politique de village*», et que Galloway dénonça… tout en la pratiquant).

Selon Peace et Akhtar (2014), «*Les* biraderi *sont des réseaux d'individus et de familles qui partagent une ascendance commune. Ils fonctionnent comme des systèmes hiérarchiques d'organisation et de soutien social, les* biraderi *propriétaires de terres, tels que les Rajputs et les Jats, se situant au sommet de l'ordre social et les artisans, tels que les Mochis, au bas de l'échelle.* Biraderi *désigne, au sens large, les descendants d'une même lignée. Dans la pratique, cependant, les* biraderi *incluent des parents non liés par le sang à travers des frontières d'inclusion relativement poreuses. Cela est particulièrement vrai dans le contexte de la diaspora, où les membres d'un même village au Pakistan, par exemple, peuvent se désigner mutuellement dans leur nouveau pays comme étant du même* biraderi. *Au Royaume-Uni, les modèles de réciprocité fondée sur la parenté entre les membres de groupes d'ascendance patrilinéaire sont une caractéristique importante de nombreuses communautés d'Asie du Sud. Historiquement, les* biraderi *ont eu pour fonction de faciliter les processus de migration et d'installation. Dans la sphère économique, ces réseaux ont contribué à la mobilité ascendante, par exemple en accordant des prêts sans intérêt aux membres des* biraderi *qui créent de nouvelles entreprises ou achètent une maison*.»

Au Royaume- Uni, «*dans les régions où les communautés sud-asiatiques sont importantes, les politiciens locaux ont noué des relations étroites avec les anciens des* biraderi *ou les représentants des communautés, les considérant comme des intermédiaires entre l'État et la communauté*» (Peace et Akhtar, 2014).

Cette analyse universitaire est corroborée par Chris Harman [2008] et les militants locaux de son parti, le SWP. Dénonçant le «*modèle politique de plus en plus utilisé par le Parti travailliste dans les zones urbaines à forte mixité ethnique et religieuse*» qui consiste à «*promettre des faveurs à des personnes qui se présentent comme des "leaders communautaires" de groupes ethniques ou religieux particuliers s'ils acceptent d'user de leur influence pour obtenir des votes*», les ex-amis trotskystes de Galloway en précisent le fonctionnement.

Tout d'abord, ils rappellent justement que ces pratiques ne se sont jamais limitées aux seuls musulmans, comme tente de le faire croire une certaine propagande xénophobe : «*Parfois, cela se faisait par l'intermédiaire d'organisations, d'organismes religieux et d'individus qui reflétaient la population locale à un moment donné (juifs, irlandais, en particulier les Irlandais catholiques autour des docks, et d'autres). Avec l'arrivée des Bangladais dans l'est de Londres, cette vieille tradition*

[19] https://www.yabiladi.com/forum/urgent-galloway-fights-muslim-rights-8-13631.html

réformiste s'est simplement adaptée à la nouvelle situation et a constitué un élément central du modus operandi du Parti travailliste au cours des dernières décennies. C'est ce que l'on appelle dans les villes américaines la politique de Tammany Hall, ou la politique des "blocs d'électeurs" – ou "communaliste" lorsqu'elle est pratiquée par les partis procapitalistes du sous-continent indien.» [Harman.]

Ces militants trotskystes dénoncent une autre pratique travailliste qui consiste à payer et manipuler des membres passifs du Labour (les «*pocket members*»), pratique qui s'est répandue aussi dans RESPECT au profit de leur ex-copain Galloway :

«Lorsqu'une élection approche, [certains travaillistes] *font du porte-à-porte pour obtenir des adhésions et payer leurs cotisations de leur propre poche. Des tentatives ont été faites pour utiliser des méthodes similaires lors des réunions des membres du groupe RESPECT de Tower Hamlets. Un membre fortuné s'est présenté avec des dizaines de demandes d'adhésion et une liasse d'argent pour inscrire des personnes au tarif réduit pour les chômeurs afin qu'elles puissent voter lors d'une réunion visant à décider qui dirigerait le groupe RESPECT au Conseil de Tower Hamlets*.» [Harman, 2008.]

Ce fonctionnement communautaire[20], ou «communaliste», est aussi décrit par Salma Yaqoob qui fut une dirigeante de RESPECT. Puisque «*les candidats pakistanais, lorsqu'ils faisaient campagne en faisant du porte-à-porte, ne s'adressaient qu'aux hommes chefs de famille, partant du principe que c'était eux qui décideraient du vote du reste de la famille*» [Peace et Akhtar, 2014], Salma Yaqoob et d'autres membres de RESPECT décidèrent d'encourager les jeunes femmes musulmanes à intervenir dans les campagnes électorales en vue de conquérir leur indépendance et de secouer les traditions sexistes :

«*Dans une grande partie des communautés d'Asie du Sud, la politique est essentiellement l'apanage des hommes, qu'il s'agisse des candidats ou des militants* [...]. *Cette emprise est renforcée par la manière dont les membres de réseaux familiaux et claniques étroits sont encouragés à voter en bloc. De cette manière, le chef de famille masculin peut souvent contrôler des dizaines, voire des centaines de voix, utilisées pour exercer une influence politique. En fin de compte, cela a une influence corruptrice sur la politique, car le facteur déterminant dans l'exercice d'une telle influence est moins la conviction politique que le candidat qui vous sera redevable*» [Yaqoob citée dans Peace et Akhtar, 2014].

Ces pratiques militantes sur le terrain permirent également à RESPECT de lutter contre la fraude électorale qui avait cours dans des circonscriptions comptant une forte proportion d'électeurs d'origine sud-asiatique:

«*Des milliers de personnes sont inscrites comme électeurs par correspondance à Bradford West, alors que cela n'est censé concerner que les personnes malades ou infirmes. Ces personnes ont été inscrites par d'autres quelques années à l'avance, de sorte que les candidats pensent qu'ils ont déjà ces votes en poche. Des gens se rendent dans une maison avec un formulaire et disent qu'ils vont vous inscrire en vous expliquant que vous n'avez rien à faire puisqu'ils viendront collecter les votes et que vous pouvez donc vous détendre. Beaucoup de gens ne comprennent pas l'importance de leur vote et lorsque ces personnes se présentent à la porte, elles remettent le vote par correspondance. Ils prennent les bulletins de vote vierges et les emmènent quelque part. Ils mettent ces petits embouts en caoutchouc sur leurs doigts pour qu'il n'y ait pas d'empreintes digitales et utilisent des stylos de différentes couleurs et une écriture différente. C'est très sophistiqué»* [témoignage cité dans Peace et Arkhar, 2014].

Comme le proclamait l'un des tracts de RESPECT dans un langage à la fois altermondialiste, religieux et méritocratique : «*Il est du devoir de chaque musulman de soutenir les personnes qui défendent la vérité et la justice, quelles qu'elles soient. Nous exhortons la communauté à rompre avec*

[20] En 1997, un sondage de l'institut Mori montra que 66% des électeurs asiatiques (Pakistan, Bangladesh, Inde, surtout) et 82% des électeurs «noirs» (originaires d'Afrique et des Antilles) avaient voté pour le Labour, chiffre qu'il faut comparer avec la moyenne nationale de 44% de votes travaillistes cette année-là..

la tradition qui consiste à soutenir simplement ceux avec lesquels elle a des liens personnels – la représentation et la compétence sont les véritables enjeux.» (Cité dans Peace et Akhtar, 2014.)

En dehors de potentiellement faciliter la fraude électorale, le vote par correspondance avait aussi une dimension antiféministe que RESPECT sut habilement souligner. C'est pourquoi cette coalition fit campagne contre cette procédure effectuée à domicile par des femmes sous la surveillance de leur mari, de leur frère ou d'un «ancien». *«Dans le secret de l'isoloir, il était possible de résister à la pression des "chefs" de famille qui avaient promis votre vote à quelqu'un. Cela est devenu impossible lorsque votre vote pouvait être rempli à la maison, le plus souvent avec quelqu'un qui se tenait littéralement au-dessus de votre épaule pour vous persuader de voter selon ses préférences*» [Yaqoob, citée dans Peace et Aktar, 2014].

RESPECT ne se contenta pas de démarcher les électeurs sud-asiatiques et musulmans au Royaume-Uni. Elle envoya Galloway, le flamboyant dénonciateur de la «*politique du village*», «*faire du démarchage au Bangladesh afin d'augmenter ses chances d'être élu* […]. *Premièrement, en visitant le Bangladesh, et en particulier la région de Sylhet d'où sont originaires la majorité des Bangladaiss britanniques, Galloway pouvait créer un sentiment d'affinité entre lui et sa patrie, bien qu'il ne soit pas lui-même bangladais. Les personnes à qui il rendit visite à Sylhet et les dignitaires locaux furent encouragés à appeler leurs proches vivant à Londres pour les persuader de voter pour lui. Deuxièmement, Galloway devait rencontrer des membres de partis politiques au Bangladesh, car ils étaient également des intermédiaires clés* […]. *C'est ce qu'explique l'un des principaux membres de la campagne de Galloway en 2005, qui a ensuite été élu au conseil municipal de Tower Hamlets pour le parti RESPECT : "*Nous devions répartir les voix le plus rapidement possible, car nous devions également nous occuper de la politique bangladaise. Il fallait donc essayer de se lier d'amitié avec tous les partis politiques là-bas, leur donner de l'espoir et des aspirations, leur offrir la neutralité d'un député et servir les intérêts du Bangladesh. Cela a permis de neutraliser les partis politiques qui se seraient normalement affiliés au Parti travailliste. La majorité des politiciens bangladais locaux ici [à Tower Hamlets] ont une sorte d'affiliation politique avec des partis là-bas, c'est ainsi qu'ils ont construit leur capital politique, il est donc important pour nous d'enfoncer un coin dans ces structures traditionnelles*." Cette tactique de division des électeurs a été combinée à des appels traditionnels à la loyauté envers la famille et la parenté. Cela n'était pas possible pour Galloway lui-même, mais ses partisans ont souligné le fait qu'il avait promis de ne se présenter que pour un seul mandat en tant que député de Bethnal Green et Bow.* […] *de nombreux Bangladais étaient impatients d'avoir un député issu de leur propre communauté et le fait de voter pour Galloway augmentait cette chance puisqu'il avait promis de laisser la place à un candidat bangladais en 2010*» [Peace et Akhtar, 2014].

Ces différents témoignages éclairent bien les chemins sinueux qu'emprunte la politique électorale de la «gauche radicale» quand elle soutient des démagogues opportunistes comme Galloway.

Gauche et extrême gauche cirent les pompes
de «*Gorgeous George*» en invoquant le marxisme

Au fil des années, les résultats électoraux de Galloway ont été chaleureusement salués, et gonflés, par ses amis de gauche qui n'ont jamais été avares en explications «marxistes». Ces «victoires» ont été présentées comme un «*rejet de l'austérité à l'intérieur du pays et des guerres à l'extérieur»* ; le fruit d'une «*mobilisation contre l'islamophobie*» ; «*une défense de principe des musulmans britanniques»* ; «*un coup de pouce à la gauche*» ; «*l'ouverture d'un espace électoral à la gauche du Labour*» ; «*la plus grande ouverture pour la gauche depuis les années 1960»* ; «*l'expression de la colère de la classe ouvrière sur un grand nombre de questions et pas seulement sur les atrocités commise à Gaza*» ; et «*une victoire de Gaza*[21] *contre l'establishment politique anglais et un coup*

[21] En février 2024, le jour de sa dernière victoire électorale, Galloway a déclaré que ses électeurs avaient voté *«pour Gaza*» et, s'adressant au Premier Ministre travailliste, il a affirmé: «*Keir Starmer, vous paierez le prix fort pour le rôle que vous avez joué en permettant, en encourageant et en couvrant la catastrophe qui se déroule actuellement dans la partie occupée de Gaza, dans la bande*

porté à l'État d'Israël» ! Galloway, ce «*tribun des opprimés*», ce «*talentueux dénonciateur de l'impérialisme*», ce «*rebelle charismatique*», se serait «*merveilleusement comporté immédiatement après son élection en se rendant au Sénat américain et en dénonçant la guerre devant les caméras de télévision du monde entier*[22]». Il aurait eu «*le courage de traiter ses dirigeants de menteurs*» et été «*le seul député à s'être exprimé au Parlement sur les attentats de Londres*» en 2005.

Arrêtons-nous un moment pour découvrir ce qui fut si admirable dans les déclarations de Galloway après les attentats-suicides de Londres (56 morts, 786 blessés, le 7 juillet 2005). Son intervention consista à dresser une comparaison stupide entre les djihado-terroristes, d'un côté, Tony Blair et George Bush de l'autre. Certes, les islamistes sont, pour lui, responsables de leurs actes meurtriers, mais pas vraiment car ils ne les auraient sans doute pas commis si «*notre pays*» ne parcourait pas «*le monde en mettant le feu aux pays des autres et en les tuant*[23]». «*S'il s'agit d'une question de quantité, il y a beaucoup plus de sang sur les mains de George Bush et de Tony Blair que sur celles des meurtriers qui ont tué ces personnes à Londres*» (idem).

Ce «raisonnement» est inepte :

a) il réduit la question de l'assassinat d'êtres humains à un petit problème quantitatif ;

b) il présente le terrorisme islamiste comme une simple réaction de légitime défense provenant de victimes[24], voire de martyrs, de l'impérialisme occidental, alors que leur stratégie politique ne vise absolument pas les chefs d'État, les hauts fonctionnaires et les généraux responsables des interventions militaires dans d'autres pays mais n'importe quel individu, pris au hasard dans la rue ou dans le métro.

Reprenons notre revue des éloges adressés par les «révolutionnaires» britanniques à l'égard de leur «*camarade*» Galloway : ils ont salué sa «*capacité à contourner des structures locales clientélistes et mobiliser la jeunesse musulmane*» ; «*à organiser et à reconstituer les segments de la classe ouvrière qui sont aujourd'hui bien à gauche du travaillisme officiel*» ; «à *mobiliser une coalition multiraciale*» ; à combattre *«les réseaux patriarcaux locaux dominés par les "chefs communautaires" et hommes d'affaires musulmans, qui avaient précédemment apporté le vote des Asiatiques britanniques au Labour*[25]», etc.

Depuis plus de vingt ans, les faussaires de gauche et d'extrême gauche qui ont fabriqué ce portrait truqué ne supportent aucune contradiction. Selon ces thuriféraires «radicaux», seuls des «*monomaniaques*» (*sic*), des «*moralistes*» ou des «*sociaux-impérialistes*», incapables de se livrer à «*l'analyse concrète d'une situation concrète*» (Coucou, Lénine!) peuvent oser voir en ce «*porte-parole éloquent d'une politique de gauche*» un personnage corrompu qui mange à tous les râteliers «anti-impérialistes». Pourtant, dans le *Morning Star* du 12 février 2005, Galloway écrivait déjà que «*Chaque pays doit avoir le contrôle de ses propres frontières – personne de sérieux ne préconise la suppression des contrôles de l'immigration*» et qu'il approuvait «*le "système à points" pour l'immigration récemment proposé par divers politiciens de la classe dirigeante* [26]». Selon lui, il fallait «*publier un plan économique, social et démographique pour la croissance de la population, fondé sur un système de points et sur nos propres besoins*» (*idem*).

Comme le faisait remarquer un militant de l'AWL :

---

de Gaza.» Le Labour a en effet attendu quatre mois avant d'émettre un timide appel au cessez-le-feu en février 2024.

[22] https://www.marxists.org/archive/harman/2008/xx/respect.htm.

[23] https://www.theguardian.com/politics/2005/aug/05/uksecurity.terrorism.

[24] Rappelons que la famille de Ben Laden possède l'une des plus importantes entreprises de construction au monde, et que les djihado-terroristes sont recrutés aussi bien parmi les BAC+5 que parmi les délinquants issus de milieux populaires.

[25] Ces citations sont extraites, dans le désordre, d'articles de Tariq Ali, Richard Seymour, *Counterfire*, *Socialist Worker* (SWP), *Weekly Worker* (CPGB*), *Socialist Alternative** (trotskyste), *The Communist* (RCP-ML*), du *Morning Star* (CPB*) et Socialist Resistance*.

[26] https://www.workersliberty.org/story/2017-07-26/two-faces-george-galloway.

«*De quels besoins s'agit-il ? Les besoins de la classe ouvrière britannique, qui ne peuvent être satisfaits qu'en construisant un mouvement ouvrier international et internationaliste qui lutte, entre autres, pour que la main-d'œuvre puisse circuler aussi librement à travers les frontières que le capital le fait aujourd'hui ? Les besoins d'une nation où les classes sociales auraient miraculeusement disparu et qui voudrait maintenir son intégrité et empêcher l'effondrement de son infrastructure et de ses services publics ? Ou les besoins de la bourgeoisie de développer des sources de main-d'œuvre bon marché tout en maintenant un contrôle idéologique par le biais du nationalisme et du chauvinisme ? La première hypothèse est incompatible avec l'opinion exprimée par Galloway et la seconde est un mirage, ce qui ne laisse que la troisième possibilité*» (*idem*).

En bons identitaires de la gauche théo-compatible [Y.C., 2007], les mêmes faussaires «révolutionnaires» tentent aussi d'exploiter les références ethniques et religieuses, au nom d'une prétendue lutte contre le racisme et ce qu'ils appellent «l'islamophobie». Ainsi, lors de leur lune de miel avec RESPECT et Galloway, les militants du SWP considéraient qu'«*il était très important d'avoir un candidat musulman et un candidat non musulman*», mais qu'il fallait aussi «*des Afro-Caribéens*», quelques «*hommes d'affaires*», des «*imams*» (qui organisèrent pour eux des réunions électorales dans des mosquées !) et des «*personnes blanches, noires ou brunes*». Bien sûr, il ne fallait pas non plus oublier d'organiser des prises de parole devant les «*temples sikhs»* et les *«temples hindous*», et tenir compte du «*vote tamoul*», de la «*communauté sri-lankaise*» et du «*nombre croissant d'Européens de l'Est* [27]».

Dans cet article dithyrambique en faveur de RESPECT, paru en octobre 2005, les trotskystes-identitaires du SWP divisent la population britannique non pas en classes sociales aux intérêts sociaux antagoniques mais en groupes ethniques et religieux au sein desquels les prétendus «*racisés*» et les croyants (les athées et les incroyants **n'existent pas** pour ces «marxistes») pourraient converger sur un programme minimum. A une seule condition : que toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique, social, sexuel, ethnique et religieux soient représentées ! Ces «*socialistes*» redécouvrent l'eau chaude. A savoir le principe bourgeois qui justifie la domination capitaliste dans les systèmes démocratiques: une unité nationale, interclassiste, multiculturelle et multireligieuse garantie par un État neutre et incontesté au service de ses citoyens. Et ces inepties sont déballées dans un article qui prétend offrir une «*vue d'en bas*» (?) des questions électorales !

Malheureusement pour ses portefaix de gauche et d'extrême gauche, au fil des ans, Galloway a tenu des propos de plus en plus xénophobes, racistes, sexistes, homophobes, etc., ce qui les a obligés à accroître leurs acrobaties verbales mystificatrices pour le défendre.

Galloway fut évidemment un chaud partisan du Brexit comme la quasi-totalité de l'extrême gauche[28]. En effet, le SWP et le SP «*ont souvent suggéré que si le Royaume-Uni quittait l'UE, il serait en mesure d'enfreindre les règles européennes en matière d'immigration et d'autoriser davantage de migrants non européens à entrer dans le pays pour des raisons humanitaires*» (Tranmer, 2017). Tous les tours de passe-passe et les mensonges sont bons pour récolter des voix. Signalons également que le Labour prôna le retrait de l'Union européenne entre 1980 et 1987 et que la majeure partie de l'extrême gauche défendait donc (et continue à défendre) des positions aussi nationalistes que ses prétendus «adversaires» travaillistes sur ce plan-là. Comme l'écrit un sociologue, «*Cette position "nationaliste de gauche" considère l'internationalisme et les idéologies favorables à la mondialisation comme le problème et favorise le retour d'une lutte nationale pour le socialisme, grâce à laquelle les classes ouvrières britanniques seraient protégées de l'immigration*.» (Worth, 2018). Et on peut se demander, avec lui, si les dénonciations virulentes de l'UE et la campagne pour le «Lexit» (le Brexit «de gauche») ne se réduisaient pas simplement à une collection insipide de «*phrases chocs, ou de phrases qui, lorsqu'on les examine, ne font que révéler une autre forme de nationalisme*».

Lors de la campagne pour le Brexit, en 2016, non seulement Galloway participa à une réunion avec Nigel Farage* mais il tenta également de figurer sur les listes du Brexit Party* aux élections

[27] Cf. Ian Taylor, https://isj.org.uk/respect-the-view-from-below/.

[28] Sur les campagnes de l'extrême gauche pour le Brexit, on lira l'annexe page 17 et suivantes.

européennes de 2019. A cette occasion, il se fendit d'un tweet : «*Compte tenu de la nature de la liste des candidats eurofanatiques du Parti travailliste et du point crucial que nous avons atteint dans la lutte pour la pleine mise en œuvre du résultat du référendum en faveur du Brexit et pour une seule fois, je soutiendrai Nigel Farage à l'élection du mois prochain*[29].»

La même année, en 2019, durant le Forum des médias eurasiens (*sic*) au Kazakhstan[30], on le vit aussi donner l'accolade à l'idéologue trumpiste Steve Bannon*.

Comme l'expliqua Chris Marsden (un trotskyste qui, en 2003, avait défendu Galloway[31] contre les accusations de corruption): «*Après avoir passé plus de trois ans à applaudir l'élection de Jeremy Corbyn comme une renaissance de gauche du Parti travailliste*, [Galloway] *répète maintenant à n'en plus finir que c'est Farage qui exprime les vues de la classe ouvrière pour ce qui est, d'après lui, la plus importante question du jour, à savoir le Brexit : "*Je ne crois pas en Farage, je crois dans le Brexit. Plus encore, je crois en la démocratie"*, dit-il. Farage obtiendrait "*au moins 50% des suffrages*" car "*la classe ouvrière du Nord du pays est en mouvement*". […] L'éloge de Galloway à l'égard de Farage et sa présentation des divisions sur le Brexit comme d'une alliance de la classe ouvrière (du Nord) avec de vrais démocrates défendant le résultat du référendum de 2016 contre une élite métropolitaine libérale et antidémocratique, sont réactionnaires de bout en bout*[32].»

Un peu tard pour s'en rendre compte…

Argent et politique : s'il n'aime guère les transgenres,
Galloway aime pratiquer le mélange des …genres

Le «*camarade*» Galloway a toujours affectionné les combines pour gagner de l'argent en faisant de la politique, et vice versa. Cependant, les différents scandales financiers auxquels ce politicien a été mêlé n'ont jamais entamé sa popularité auprès de l'extrême gauche et de la «gauche» critique du Labour, même si, selon Chris Harman [2008], du SWP, Galloway atteignit «*le record douteux d'être le cinquième député le mieux rémunéré, après les anciens ministres William Hague, David Blunkett et Ann Widdecombe, et l'éditorialiste conservateur et candidat à la mairie de Londres, Boris Johnson*».

Évidemment ces scandales ont été révélés et exploités par la presse de caniveau et les médias de droite pour discréditer Galloway et surtout les causes qu'il défendait (la condamnation des interventions occidentales en Afghanistan et en Irak ; la dénonciation des crimes de guerre israéliens en Palestine). Mue par un réflexe pavlovien, l'extrême gauche l'a donc soutenu de façon aveugle ; ou bien, elle a émis quelques minuscules réserves et a commodément accusé les services secrets et/ou l'extrême droite de vouloir discréditer leur «*camarade*». Cet «argument» a évité à ces ultra-révolutionnaires de se poser des questions sur leur partenaire électoral favori depuis vingt ans.

Selon la gauche radicale, cet individu serait «*profondément imparfait*», voire «*picaresque*», et se livrerait à des «*activités imprudentes*» : ces formules hypocrites sont tirées de trois articles différents du CPGB qui a consacré un nombre impressionnant d'articles à Galloway. Pour justifier son soutien critique à la planche pourrie qu'est leur «*Gorgeous George*» cette organisation se livre à toutes sortes de contorsions. Elle explique que leur copain aurait «*permis à des régimes en réalité réactionnaires et répressifs de contribuer financièrement à ses initiatives et d'être perçus comme les soutenant, et de s'attirer ainsi des louanges politiques imméritées pour avoir été associés à une cause aussi progressiste*»… Ces militants couvrent la vénalité récurrente de Galloway et la transforment en un maladroit «*tiers-mondisme de gauche*» qui aurait, selon ces «marxistes», «*donné l'occasion à des éléments sinistres des services de "sécurité" impérialistes de tenter de victimiser Galloway avec des faux et des allégations frauduleuses*» !

Que de fadaises et de balivernes !

---

[29] Cité dans https://www.wsws.org/en/articles/2019/04/24/gall-a24.html.
[30] https://www.youtube.com/watch?v=qXyoNeRU0A4
[31] https://www.wsws.org/en/articles/2003/05/gall-m03.html.
[32] https://www.wsws.org/fr/articles/2019/04/25/galo-a25.html.

Pourtant Galloway, ne cache pas son jeu : il porte des costumes Armani et mène un train de vie bien éloigné de celui d'un ouvrier. Sa paie de député ne lui suffit pas pour militer : en 2003, il avait déjà estimé qu'il lui fallait 180 000 euros par an pour militer correctement, raison pour laquelle, au cours de sa longue vie politique, il a accepté sans complexe des financements provenant de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis et du Pakistan.

*«À partir de 1996, il a reçu de l'argent de deux gouvernements pakistanais successifs pour diriger un journal à Londres (*East*) destiné à soutenir les politiques pakistanaises au Cachemire. Le journal a fermé ses portes à la suite d'un reportage de Newsnight*[33]». Versé par les gouvernements de Benazir Bhutto puis de Nawaz Sharif, cet argent visait à promouvoir en Grande-Bretagne leurs objectifs politiques sur la question du Cachemire. De plus, le «Mariam Appeal» fondé notamment par Galloway pour combattre les sanctions contre l'Irak et financer l'hospitalisation de Mariam, une enfant irakienne, reçut environ 1 million de livres. Selon Galloway lui-même : «*Environ 500 000 livres* [604 000 euros] *ont été versées par les Émirats arabes unis. L'Arabie saoudite a donné 100 000 livres* [120 000 euros] *et...* [le reste] *provient essentiellement de Zureikat*», un milliardaire jordanien qui était aussi un fervent soutien du Baas irakien et un investisseur important dans ce pays[34].

Galloway a également utilisé ces fonds destinés notamment à aider les enfants irakiens victimes des sanctions internationales pour payer ses dizaines de voyages en Irak et ses rencontres amicales avec Tarek Aziz.

Il a participé à l'émission de téléréalité *Celebrity Big Brother* et a touché à cette occasion 181 000 euros sans craindre non plus de se ridiculiser sur le petit écran. A cette occasion, dans le cadre d'un jeu de rôle, il s'est accroupi afin d'imiter le comportement d'un chat qui se ferait caresser les oreilles et lécherait les mains de l'actrice Rula Lenska[35]. Ces pitreries étaient censées l'aider à développer ses idées «anti-impérialistes» ; à «*parler de racisme, de pauvreté, de guerre et de paix, de Bush et de Blair*» pendant l'émission ; et à récolter de l'argent pour les Palestiniens ! «*Je veux tenter d'établir un lien avec les personnes qui ne sont pas touchées par la politique,* expliqua-t-il, *les millions de personnes – la plupart d'entre elles étant des jeunes – qui sont complètement rebutées par les approches conventionnelles* [...]. *Nous devons utiliser des méthodes nouvelles et innovantes pour faire passer nos arguments. Je suis déterminé à ce qu'il n'y ait pas de zones interdites pour nous et je crois que* Celebrity Big Brother *sera un énorme succès pour nos idéaux. Si j'ai tort, au moins beaucoup de gens mangeront dans la bande de Gaza parce que j'ai essayé*[36].»

Et Peter Manson (du CPGB) d'ajouter benoîtement ce commentaire «critique» : «*La dernière phrase fait référence à l'organisation caritative islamique Interpal, que Galloway a désignée pour recevoir une partie des recettes provenant des personnes qui votent pour expulser (ou "sauver") des colocataires* [de l'émission Big Brother] *par téléphone et SMS. Dommage qu'il n'ait pas jugé bon de nommer une cause laïque et ouvrière appropriée plutôt qu'une cause qui promeut l'obscurantisme religieux*» (*idem*).

Galloway, ce grand ami des dictateurs…

Ce copinage complice et intéressé entre ce démagogue et la majorité de l'extrême gauche a fonctionné aussi bien pour ses frasques financières ou télévisuelles que pour ses prises de positions politiques.

«*Tout comme Staline a industrialisé l'Union soviétique, Saddam a mené, à une échelle différente, le Grand Bond en avant de l'Irak*» a-t-il écrit dans son autobiographie, parue en 2004. Et quand Galloway rencontra Saddam Hussein, en 1994, il s'adressa à lui en ces termes : «*Votre Excellence, Monsieur le Président, je vous salue au nom des milliers de Britanniques qui se sont dressés à contre-*

---

[33] https://www.workersliberty.org/story/2024-02-20/who-george-galloway.

[34] http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/2971829.stm.

[35] https://www.dailymail.co.uk/video/tvshowbizbigbrother/video-2196054/Video-George-Galloway-pretends-cat-cringeworthy-CBB-episode.html.

[36] Cité dans https://weeklyworker.co.uk/worker/607/maverick-george-galloway-offends-swp-sensibilities/

courant et se sont opposés à la guerre […]. *Je vous salue également au nom du peuple palestinien* […]. *J'ai pensé que le président apprécierait de savoir qu'aujourd'hui encore, trois ans après la guerre, je rencontre des familles qui appellent leur fils nouveau-né Saddam* […]. *Monsieur, je salue votre courage, votre force, votre infatigabilité. Et je veux que vous sachiez que nous sommes avec vous jusqu'à la victoire, jusqu'à la victoire, jusqu'à Jérusalem*[37].»

Vous avez bien lu : «*jusqu'à Jérusalem*» !

Mais ce n'est pas tout. Ce grand adversaire de «l'islamophobie» a nié, en 2020, l'existence de camps de concentration en Chine pour les Ouïghours, alors que l'on apprenait que plus d'un million de musulmans était persécuté dans ce pays.

…n'est pas un fan du féminisme et de l'idéologie LGBTQIA++

«*Tout le monde n'a pas besoin d'être interrogé avant chaque pénétration*[38]*»* a-t-il déclaré en 2012 pour défendre Julien Assange contre les accusations de viol d'une de ses conquêtes féminines pendant que celle-ci sommeillait. Catholique, il s'oppose à l'avortement depuis des années ; il pense que «*les relations entre personnes de même sexe ne sont pas normales*[39]*»,* a opposé *«son veto à l'inclusion des droits des homosexuels dans le manifeste des élections générales de 2005*», lors d'une réunion à huis clos de RESPECT[40], et il choisit de se montrer très discret lors des séances de la Chambre des communes lorsqu'il faut voter sur l'égalité des droits des homosexuels et des lesbiennes.

Tout cela, et bien d'autres déclarations publiques, n'a jamais nui à son image d'homme politique… «de gauche» aux yeux de militants et de militants qui se disent féministes, opposés à l'homophobie et à «l'islamophobie», favorables à la démocratie et qui dénoncent régulièrement la vénalité des politiciens travaillistes et conservateurs!

Un cynisme sans limites

En fait, pour ce qui concerne l'anti-impérialisme réactionnaire [Bradley 2002 ; Bassi, 2009], son cynisme ne devrait pas nous étonner, puisque la plus grande partie de l'extrême gauche britannique (et internationale) partage ses raisonnements mais n'ose pas les exposer en termes aussi crus que lui :

«*J'ai rencontré Saddam deux fois dans ma vie, une fois en 1993 et une fois neuf ans plus tard, en 2002. Au cours de cette période, j'ai visité l'Irak une centaine de fois* [soit près d'une fois par mois, *NdT*]. […] *Je n'ai jamais visité l'Irak avant la guerre du Golfe. Si je l'avais fait, j'aurais été arrêté dès mon arrivée. J'étais un opposant notoire au régime de Bagdad*[41]*. Je manifestais devant l'ambassade d'Irak lorsque des ministres et des hommes d'affaires britanniques s'y trouvaient pour leur vendre des armes et du gaz. Je suis l'un des membres fondateurs de la campagne pour les droits démocratiques en Irak dans les années 1970. Je n'ai donc aucun lien avec le régime irakien. Mais mon opposition à l'impérialisme est plus grande que mon opposition au caractère du régime irakien. Il faut faire des choix dans la vie. L'impérialisme est le plus grand criminel du monde. L'Amérique est le plus grand État voyou du monde. La Grande-Bretagne est l'auxiliaire d'un État voyou criminel. Il n'y a donc pas d'autre choix que de se tenir aux côtés du peuple irakien. Et si vous vous rangez à leurs côtés et que vous vous rendez en Irak, vous ne pourrez pas éviter de rencontrer leur gouvernement. Ce n'est pas un gouvernement que je choisirais moi-même, mais c'est le gouvernement de l'Irak*» (islamonline.net, 19 décembre 2002).

---

[37] https://www.youtube.com/watch?v=IIy_GmvUElE.

[38] https://www.theguardian.com/media/2012/aug/20/george-galloway-julian-assange-rape.

[39] https://novaramedia.com/2024/05/01/i-would-have-voted-for-george-galloway-but-then-he-said-gay-people-arent-normal/.

[40] https://www.thepinknews.com/2006/02/21/what-was-the-right-answer-for-the-question-george-galloway-and-gay-rights/

[41] Tout en dînant régulièrement avec le ministre des Affaires étrangères, chrétien et baasiste convaincu, Tarek Aziz, en célébrant Noël avec lui, etc.

L'équation dictateur=peuple=gouvernement est aussi celle qui a poussé les «communistes» à soutenir aveuglement Staline pendant des décennies, et les fascistes à glorifier Hitler ou Mussolini puisqu'ils étaient l'incarnation du «peuple» qui avaient massivement voté pour eux.

De même que, en 1994, Galloway avait incité Saddam Hussein à combattre «*jusqu'à Jérusalem*», il n'est pas étonnant qu'il ait déclaré, au cours d'un meeting à Leeds en août 2014, que sa circonscription était une «*Israel-free zone*» (une zone libérée [de l'influence] d'Israël): «*Nous ne voulons pas de produits israéliens,* déclara-t-il. *Nous ne voulons pas de services israéliens. Nous ne voulons pas d'universitaires israéliens à l'université. Nous ne voulons même pas que des touristes israéliens viennent à Bradford, si tant est qu'ils aient eu l'idée de le faire. Nous rejetons cet État illégal, barbare et sauvage qui se fait appeler Israël. Et vous devez faire de même*[42].»

Son «antisionisme» éliminationniste rejoint celui des islamistes du Hezbollah, qu'il salua dans *Socialist Worker*, l'hebdomadaire des trotsko-identitaires du SWP, en juillet 2006: «*Je glorifie le mouvement de résistance nationale du Hezbollah et je glorifie le chef du Hezbollah, le cheikh Sayyed Hassan Nasrallah*[43]». Et, la même année, Khaled Mechal lui rendit la politesse en célébrant, selon un site des Frères musulmans, «*les positions courageuses de Galloway en faveur des questions justes et des mouvements de libération nationale, ainsi que son opposition à l'impérialisme américain et sioniste et aux agressions contre la Palestine, l'Irak et le Liban*[44]».

La création du Workers Party of Britain :
un pas en avant vers… l'extrême droite

Depuis que Galloway a créé son parti, le WPB, en 2019, en principe pour défendre un programme «*socialiste*» face au Parti travailliste, en pratique pour son profit personnel, il tient un discours encore plus réactionnaire (y compris sur les thèmes «sociétaux» si chers à l'extrême gauche identitaire), comme en témoigne sa dernière campagne électorale à Rochdale, dans le nord de l'Angleterre. Il a réussi à être élu député en février 2024, mais a perdu son siège aux élections générales de juillet 2024, dans une des circonscriptions les plus pauvres d'Angleterre. Signalons que le taux de participation à cette élection partielle fut seulement de 40% et que sa victoire «*écrasante*» (avec le soutien de 16% des inscrits !), saluée par l'extrême gauche, résulta surtout de l'abstention massive des électeurs et des propos complotistes du candidat travailliste qui fut désavoué par le Labour à la dernière minute[45] !

Galloway a développé une rhétorique ultranationaliste à la Sarah Wagenknecht* qu'il a présentée dans un tweet comme «*le seul avenir sain pour l'Allemagne*[46]». Il clame désormais qu'il en a marre de la «*gauche woke*[47]» et de la «*folie woke*» «*importée des Etats-Unis*», que «*nous avons gobée*» et qui le rend «*malade comme le poulet au chlore*». Le programme du WPB dénonce «*l'américanisation délibérée de nos services publics, dont les défenseurs les plus inquiétants se trouvent au sein du Parti travailliste*», «*les névroses du progressisme américain*», et met en garde contre «*le piège de l'américanisation*». Le 21 juin 2024, Galloway a déclaré : «*les Tories* [les Conservateurs] *ont fait de nous le 51e Etat de l'Amérique*». Même le racisme aurait été importé au Royaume-Uni «*par les troupes américaines lors de la seconde guerre mondiale*[48]» (!). Galloway et le WPB «raisonnent» comme si la privatisation des services publics, la généralisation des partenariats public-privé, et plus

---

[42] https://www.bbc.com/news/uk-politics-28687233.

[43] https://socialistworker.co.uk/comment/george-galloway-hizbollah-is-right-to-fight-zionist-terror/

[44] https://ikhwanweb.com/mishaal-praises-galloways-cou/.

[45] Aux élections (générales) suivantes, quatre mois plus tard, le nombre de voix pour Galloway baissa (de 12 135 voix à 11 587), et un nouveau député travailliste fut élu avec 1520 voix d'avance.

[46] https://x.com/georgegalloway/status/1769691584197525863?mx=2.

[47] https://www.youtube.com/watch?v=wQl38-Rc-2Qv et https://www.youtube.com/watch?v=IIj4foXrXzU.

[48] https://weeklyworker.co.uk/worker/1497/right-questions-wrong-answers/.

généralement la marchandisation de toutes les activités sociales et même des êtres humains, avait pour origine un seul pays, et non le capitalisme dans son ensemble !!!

Galloway défend une orientation «*socialement conservatrice et économiquement radicale*», ce qui l'a amené à dénoncer la «*transmania*» : «*Contrairement aux partis traditionnels, je n'ai aucune difficulté à définir ce qu'est une femme. Je me suis battu toute ma vie pour les droits de l'homme et je traite les autres comme ils souhaitent être traités.* […]. *Mais je ne vais pas renverser la réalité. Un homme ne peut pas devenir une femme simplement en le déclarant*[49]*.»* Cette lettre envoyée aux électeurs en 2024 lui a évidemment valu l'étiquette de «transphobe».

Et dans un tweet, il a dénoncé la «*politique identitaire woke anti-Brexit*» et la «*manie de la cancel culture*[50]», au grand scandale de ceux (et celles) qui considèrent les différences sexuelles comme étant «*socialement construites*», donc quasiment imaginaires.

Suite à la chute du régime syrien, le 14 décembre 2024, il a déclaré «*qu'il en avait fini avec les Arabes*», qu'il ne «*lutterait plus pour les Arabes et avec les Arabes*» parce que «*pour le moment les Arabes étaient une cause perdue*» ; selon ce grand «anti-impérialiste», les opposants d'Assad (au sein du groupe islamiste HTC) étaient des «*Chinetoques bouffeurs de riz*», des Ouïghours qui ne mangeaient même pas du «*hummous au petit déjeuner comme les Arabes*», etc. Et il s'est trouvé des commentateurs influents dans les milieux dits «anti-impérialistes» et «de gauche» pour justifier ces propos racistes. Ils ont tenu à expliquer qu'ils venaient d'un «*personnage hors du commun*» («*larger than life»*), et à rassurer leur public en affirmant que par «*Arabes»*, il n'entendait pas les Palestiniens, puisque Galloway les «*soutient depuis l'âge de 18 ans*[51]»!

Les «antisionistes» sont certainement rassurés puisque le néofasciste Alexandre Douguine* et l'«anti-impérialiste» George Galloway ont participé à une conférence organisée par le gouvernement provisoire du Yémen en avril 2024, et ont tenu des discours parfaitement similaires.

Galloway a déclaré : *«Le Yémen est devenu le centre moral du monde arabe.* […] *Le Yémen est le seul pays et le seul État islamique à avoir pris les armes pour défendre les Palestiniens sans défense – des enfants, des femmes et des hommes, dont des dizaines de milliers ont sacrifié leur vie et leur sang et souffrent depuis six mois*[52].»

Quant à son compère néofasciste Douguine, il a affirmé : «*Le défi de Gaza est lancé à toute la communauté islamique, à tous les musulmans et à toutes les personnes honorables dans le monde, mais parmi tous les pays islamiques, seul le Yémen a accepté ce défi, et c'est un exemple héroïque de la façon dont les personnes respectables doivent agir contre l'injustice et le génocide.* […] *Vous, les Yéménites, avez sauvé la dignité de la communauté islamique, et vous avez changé le système géopolitique, grâce à vos opérations militaires dans la mer Rouge*» (idem).

Le Manifeste du WPB s'intitule *Britain deserves Better* («La Grande-Bretagne mérite mieux»), ce qui situe clairement ce parti dans le camp de la gauche nationaliste et xénophobe, même si Jack Conrad, un dirigeant du CPGB*, a le cynisme d'écrire que «*Galloway et le Workers Party sont certainement plus en phase avec les expériences vécues par la classe ouvrière*[53]*»* que les organisations d'extrême gauche qui le soutiennent.

Pour le CPGB, être «en phase» avec la classe ouvrière, c'est donc tenir un discours chauvin et raciste!

Le WPB dénonce «*l'hystérie de l'ingénierie culturelle universitaire*» et l'«*alliance maléfique*» qui «*a vu le jour entre une politique identitaire de plus en plus déséquilibrée et l'élite néolibérale, où le*

---

[49] https://internationalsocialist.net/en/2024/03/british-politics.

[50] https://www.newstatesman.com/comment/2021/06/george-galloway-s-disgraceful-record-shows-he-no-friend-progressives.

[51] https://www.youtube.com/watch?v=DOqF1Xs8gzU.

[52] https://www.ansarollah.com.ye/archives/666817 https://www.ansarollah.com.ye/archives/666817

[53] https://www.youtube.com/watch?v=bw3XmPt6YjM.

monstre de Frankenstein (la politique identitaire) contrôle désormais partiellement son ancien maître (le capitalisme)[54]».

Depuis qu'il a soutenu le Brexit et Nigel Farage en 2016, son discours réactionnaire n'a fait que s'accentuer, comme nous l'avons déjà vu. Ainsi, en 2024, il a affirmé dans une lettre aux électeurs euro-descendants («blancs» selon son vocabulaire et celui de l'extrême gauche racialiste): «*Avant tout, je crois en la Grande-Bretagne. Je crois en la famille.* […]. *Je crois en l'ordre public. Je me battrai pour des services de police plus nombreux et plus sophistiqués*». Comme le nota le quotidien *The Guardian*, il a aussi rappelé aux électeurs de Rochdale, en 2024, qu'il avait *«soutenu le Brexit»,* s'était *«opposé à l'indépendance de l'Écosse»* et défendait *«les valeurs familiales. Un paragraphe entier est consacré à son opposition aux droits des transgenres et à sa conviction que "Dieu crée tout par paires.* […] *Je crois à la loi et à l'ordre. Il n'y aura pas de* grooming gangs[55] *à Rochdale. Même si je dois les arrêter moi-même». La lettre se termine par un clin d'œil délibéré à Donald Trump, promettant de "rendre à Rochdale sa grandeur"*[56]».

Mais Galloway n'a pas non plus oublié de s'adresser à ses électeurs «de gauche», «anti-impérialistes» (musulmans ou pas) en leur déclarant : «*Utilisez votre vote pour envoyer un message à Keir Starmer et au Parti travailliste : arrêtez de soutenir le génocide, arrêtez de soutenir l'agression israélienne et soutenez la Palestine.*» Et il a lancé sa campagne, le 2 février 2024 à Rochdale, en tournant une vidéo à l'extérieur d'une mosquée. Il s'est adressé aux fidèles musulmans en usant d'une salutation religieuse en arabe signifiant : «*Que la paix soit avec vous, ainsi que la miséricorde d'Allah et ses bénédictions*», avant de poursuivre en anglais : «*Je visiterai aussi les autres mosquées. Si Dieu le veut*.»

Et qu'en est-il de son programme économique ?

Le Manifeste du SWP ne contient que des promesses très vagues et hétéroclites :

– des nationalisations «sélectives» (concernant «*les services publics dysfonctionnels et les actifs stratégiques»*, donc probablement le système public de santé, les trains, les compagnies des eaux, etc.) ;

– le rétablissement de la place du football au sein des communautés locales grâce au développement de l'actionnariat populaire (?!) dans les clubs de foot locaux ;

– la fin des partenariats public-privé ;

– une «*économie redistributive*» (?);

– un «*New Deal vert*» ;

– un retour progressif à la retraite à 60 ans (mais qui se réalisera «*au fil du temps et en fonction des circonstances économiques*» donc cette promesse repose sur du vent) ;

– un impôt sur les successions dépassant les 12 millions d'euros et la non-imposition en dessous de 25 000 euros de revenus annuels ;

– la gratuité des transports et des repas pour les élèves du premier et du second degré ;

– un référendum sur l'adhésion à l'OTAN ;

– des services des gardes d'enfants, gratuits ;

– l'élimination des listes d'attente pour les soins de santé, etc.

---

[54] https://workerspartybritain.org/manifesto-britain-deserves-better/.

[55] Les «*grooming gangs*» sont des gangs de prédateurs sexuels, maquereaux et pédophiles, en partie d'origine pakistanaise, qui ont sévi pendant des années, dans une cinquantaine de villes. Ils ont pris pour cibles des enfants, des adolescentes ou des jeunes filles de diverses origines – y compris «asiatiques», mais celles-ci ne sont jamais évoquées. La droite conservatrice et l'extrême droite, qui ont récemment reçu le puissant soutien d'Elon Musk, exploitent ces crimes à la fois pour mener une campagne contre les immigrés, les demandeurs d'asile ou les personnes d'origine non britannique, mais aussi pour accuser le Labour d'avoir, hier, camouflé ces scandales pendant des années et, aujourd'hui, de ne pas vouloir y investir les fonds suffisants.

[56] https://www.theguardian.com/politics/2024/mar/01/george-galloway-wins-rochdale-byelection.

Ce programme sera appliqué dans le cadre d'un «*renforcement du contrôle ouvrier*» (terme dont le contenu n'est évidemment pas précisé) et de la «*participation industrielle*» (concept corporatiste), «*de pair avec une culture entrepreneuriale* [?] *centrée sur la créativité de la classe ouvrière*».

Le seul exemple concret cité dans le programme est celui de l'Allemagne où, selon le WPB, les «*travailleurs siègent au conseil d'administration des grandes entreprises, disposent d'un droit de vote et composent la moitié des conseils de surveillance des grandes entreprises»*. Le WPB cherche à rassurer les *managers*, les gestionnaires, et les cadres qu'il souhaite «*libérer*» (de quoi ?) ; il veut «*mettre fin à la vieille guerre entre travailleurs et gestionnaires*» et «*l'un de nos objectifs est d'aider les travailleurs à devenir des managers*[57]».

Il me faut éclaircir le sens du mot «*manager*» que l'on peut traduire littéralement par «gestionnaire». Selon un dictionnaire, il s'agit d'une personne «*responsable de l'administration et de la gestion (planification, organisation, contrôle et direction) d'une entreprise*» ; mais on trouve d'autres sens, en anglais comme en français, et un *manager* peut aussi désigner un simple chef d'équipe, voire un cadre moyen. Qu'au XXI[e] siècle une idole de la gauche et de l'extrême gauche fasse semblant d'ignorer que les «*managers*» sont la colonne vertébrale de l'organisation des entreprises capitaliste, est significatif de la nature de son «socialisme» – et de l'inculture de son fan club de gauche et d'extrême gauche.

Quoiqu'il en soit, ce vocabulaire et ce programme favorable aux caporaux, aux adjudants, voire aux colonels de la hiérarchie capitaliste n'augure rien de bon pour les exécutants de base, qu'ils soient ouvriers ou employés. Et ce ne sont pas ses diatribes confuses contre le «*totalitarisme furtif – le "buro-fascisme", le fascisme de la législation, de la réglementation, de la guerre des lois*» qui nous donneront une idée concrète de ses objectifs. Ce charabia, hostile aux fonctionnaires, à la «dictature» des juges ou à celle des réglementations, ressemble un peu trop à celui de Trump, d'Elon Musk ou du président argentin Javier Milei.

Si la cogestion à l'allemande sert de modèle au WPB, la bourgeoisie britannique n'a rien à craindre, d'autant que Galloway n'oublie jamais de prendre les travailleurs migrants pour boucs émissaires : ainsi le programme du parti dénonce le fait que les «*migrants exercent une pression encore plus forte sur un parc de logements limité et en voie de détérioration».* Et Galloway nous ressort le vieil argument «marxiste» de l'armée de réserve qui ne tient pas debout :

«*Je suis d'accord avec Farage sur ce point : Pourquoi devons-nous faire venir autant de personnes des Philippines ou du Nigeria pour travailler dans le secteur de la santé et des soins ? Pourquoi nos propres citoyens ne peuvent-ils pas le faire ? Parce qu'ils gagnent plus chez Aldi. Nous ne sommes pas favorables à l'immigration de masse. Nous sommes un parti de travailleurs et l'arrivée d'une grande armée de réserve de main-d'œuvre n'est pas dans l'intérêt de la classe ouvrière*[58].»

Le programme du WPB préconise donc une «r*éorientation majeure des ressources vers les structures nationales de défense et de sécurité*» ; un «*investissement dans la sécurité des frontières, y compris un renforcement des patrouilles maritimes et côtières*» ; et il veut «*décourager les migrants économiques, sauf dans les régions où la pénurie de main-d'œuvre est avérée»*.

Comme l'écrit un militant d'extrême gauche, «*Le fondement politique de ces manœuvres est son plaidoyer en faveur d'une alliance "gauche-droite". Celle-ci est présentée comme la base de la défense d'un prétendu intérêt national britannique, que ce soit en plaidant pour le Brexit ou pour que le Royaume-Uni ne suive pas l'impérialisme américain dans la conduite de guerres telles que l'Irak et l'Ukraine et adopte plutôt une position modeste au sein d'un nouveau "monde multipolaire" dominé par la Chine*[59].»

Ne craignant pas le ridicule, ce même commentateur trotskyste a aussi salué la victoire «*écrasante»* de Galloway à l'élection locale de Rochdale, en février 2024, comme l'expression de *«l'énorme opposition qui existe parmi les travailleurs et les jeunes à la collusion et au soutien des partis travailliste et conservateur à l'agression criminelle d'Israël*» !

---

[57] «https://workerspartybritain.org/manifesto-britain-deserves-better/l'un.

[58] Cité dans https://weeklyworker.co.uk/worker/1497/right-questions-wrong-answers/

[59] https://www.wsws.org/en/articles/2024/03/06/ancq-m06.html.

On a là une excellente illustration des contradictions insolubles et de la veulerie de l'extrême gauche face à des politiciens qui ont le culot de se réclamer du «socialisme» mais qu'elle n'ose jamais affronter. (On a pu constater des phénomènes similaires, depuis 1968, en France avec tous ceux que l'extrême gauche a promus : de Charles Tillon à Jean-Luc Mélenchon, en passant par Pierre Juquin, José Bové et quelques autres.)

Il me faut malheureusement émettre un jugement et un pronostic plus tranchants que ceux de cet universitaire qui conclut son article par cette phrase : «*Depuis le milieu des années 1980, l'extrême gauche s'est de plus en plus comportée comme une force politique indépendante et a tenté de se présenter comme une solution alternative potentielle au Parti travailliste*» (Tranmer, 2014).

George Galloway a toujours défendu des positions réactionnaires sur de nombreux sujets mais la plupart des groupes d'extrême gauche britanniques ont préféré garder un silence complice, ou fournir des explications embarrassées et malhonnêtes. Par conséquent, il est peu probable que la «gauche radicale» britannique actuelle soit capable de s'opposer sérieusement, sur les lieux de travail et d'habitation, au développement du nationalisme et de la xénophobie que diffusent des politiciens populistes «de gauche» comme George Galloway ou d'autres en Europe, car cette mal-nommée «extrême» gauche a abandonné tous les principes politiques qui pouvaient la distinguer de la social-démocratie et du stalinisme.

ANNEXE

Sur la campagne NO2EU (Non à l'Union européenne !) menée par le Parti communiste britannique (PCB) et plusieurs organisations trotskystes

Il est intéressant d'analyser le contenu des campagnes européennes de «No2EU-Yes2Democracy», parce qu'elles révèlent à quel point la gauche réformiste et l'extrême gauche renforcent le nationalisme avec des arguments pseudo marxistes (les mêmes que ceux utilisés par les transfuges «marxistes» passés à l'extrême droite en Europe), tout en refusant de construire le moindre lien entre les travailleurs européens, dans le champ syndical ou extra-syndical.

Cette coalition rassemblait des syndicalistes, des trotskystes (notamment le SP et le groupe Solidarity-Scotland's Socialist Movement de Tommy Sheridan*), des «communistes» (les staliniens du CPB) et des écologistes de gauche. Elle a recueilli 153 236 voix en 2009

«*L'un des catalyseurs de la création de l'alliance fut le conflit de 2009 à la raffinerie de pétrole de Lindsey, dans le Lincolnshire, lorsqu'une entreprise de construction italienne prévit d'embaucher plusieurs centaines de travailleurs européens, en leur versant des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues britanniques. Cela conduisit les syndicalistes à critiquer la façon dont la liberté de circulation des travailleurs était utilisée pour créer une concurrence entre les travailleurs britanniques et étrangers et détériorer les conditions de ces derniers. Par la suite, le National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT) joua un rôle important dans le rapprochement de plusieurs partis et associations, dont le Communist Party of Britain (émanation du CPGB qui publie toujours le quotidien* Morning Star*), l'Alliance for Green Socialism* (formée par d'anciens membres du Labour Party et d'anciens communistes), le Socialist Party, des membres de RESPECT et de Solidarity-Scotland's Socialist Movement*» (Tranmer, 2020).

Cette coalition «de gauche» accusa l'UE d'utiliser «*les immigrés "super-exploités" pour faire baisser les salaires*» et de «*monter les travailleurs les uns contre les autres*», mais surtout elle fut amenée à **s'opposer à la libre circulation des travailleurs** au sein de l'UE en déployant un raisonnement pseudo anticapitaliste, écolo et antiraciste : «*La prétendue "liberté de circulation" de la main-d'œuvre fait partie du développement d'une Europe-forteresse profondément raciste qui exclura de plus en plus les personnes venant de l'extérieur de l'UE et minera les salaires et les conditions de travail à l'intérieur de l'Union. Transporter des travailleurs à travers l'Europe pour effectuer des tâches pour lesquelles les travailleurs locaux peuvent être formés est un non-sens environnemental, économique et social*» [cité dans Tranmer, 2020].

Cette démarche ne pouvait que nourrir l'hostilité des travailleurs britanniques à l'égard des «étrangers» et la xénophobie que cette coalition «de gauche» prétendait combattre….

Comme le soulignèrent diplomatiquement les trotskystes de l'AWL: «*En 2011, la campagne No2EU (soutenue par le Community Party of Britain* [CPB, néostalinien], *le Socialist Party* [trotskyste] *et le syndicat RMT) publia un article d'Alex Gordon, alors président du RMT et aujourd'hui membre éminent du CPB, appelant à un contrôle plus strict de l'immigration :* "Tous les États-nations doivent avoir un contrôle démocratique sur leur propre politique d'immigration et avoir le droit d'appliquer la législation nationale pour défendre les travailleurs migrants et indigènes*." En 2013, Bob Crow*, alors secrétaire général du RMT*, déclara que "*la libre circulation au sein de l'UE appauvrit les travailleurs*". Durant les derniers jours de la campagne du référendum de 2016 sur l'UE, Len McCluskey déclara : "*Soyons clairs : au cours des dix dernières années une gigantesque expérience a été menée aux dépens des travailleurs. Des pays présentant des différences historiques considérables en termes de salaires et de niveaux de vie ont été réunis au sein d'un marché du travail commun. Le résultat a été une énorme pression à la baisse sur les niveaux de vie*". Quelle est la vérité ? Pour citer l'Institut national de recherche économique et sociale en janvier 2016, "*l'idée que

l'immigration est le principal moteur des bas salaires, ou même un moteur modérément important, n'est tout simplement pas étayée par les données disponibles*". Pour les socialistes révolutionnaires, la voie à suivre est certainement celle de la syndicalisation et de la solidarité, et pas celle d'un contrôle plus strict de l'immigration*[60].»

D'autres militants d'extrême gauche émirent des critiques moins diplomatiques mais plus percutantes :

«*Un parti fasciste, un parti nationaliste de droite et une coalition prétendument de gauche se sont retrouvés à partager un objectif commun dans les élucubrations sur l'euro en Grande-Bretagne – ils ont tous battu le tambour contre l'UE et exigé que nous fassions passer la Grande-Bretagne en premier. Le slogan de No2EU n'était pas aussi effronté que celui du BNP, "*Des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques*", mais le nationalisme de la Petite Angleterre était indubitable dans son premier tract de campagne : "*Défendre et développer les industries manufacturières, l'agriculture et la pêche en Grande-Bretagne.*" Les partisans de No2EU ont tenté d'habiller ce nationalisme aux couleurs de la gauche pour se distinguer des partisans du BNP. Mais pour la grande majorité des électeurs, la distinction était pour le moins opaque. Les tracts n'étaient peut-être pas rouges, blancs et bleus, mais les sentiments, eux, l'étaient. Le problème de la Grande-Bretagne n'est pas le capitalisme, mais la grande méchante Union européenne. Et cette campagne a eu la témérité de s'appeler, selon les termes de Crow*, "*une nouvelle alliance électorale de gauche*" et de demander aux travailleurs de la soutenir.* […]

«Grâce à ces manœuvres, la campagne a été effectivement mise en place par le RMT, dont l'exécutif a voté 45 000* livres [environ 55 000 euros] *pour la campagne, et par le Parti communiste de Grande-Bretagne (CPB) et son journal, le* Morning Star. […] *Elle a également attiré des sections de l'extrême gauche – le Socialist Party/Campaign for a New Workers' Party, Socialist Resistance, Solidarity in Scotland, ainsi que des membres individuels de RESPECT et les vestiges de la Socialist Alliance*. […] *Ils ont même trouvé une place sur leur liste de candidats du Nord-Ouest pour un membre du minuscule parti libéral (une scission historique des libéraux-démocrates).* […]

«Les staliniens ont toujours cherché des patrons imaginaires prêts à suivre leurs conseils pour "investir chez nous", être plus "patriotiques", etc. – des capitalistes prêts à abandonner la logique impitoyable du profit et de la perte pour déterminer où ils créent leur richesse. Le fait que ces "secteurs progressistes" n'existent pas ne les a jamais empêchés d'adapter leurs politiques et leurs plateformes pour les attirer – qu'ils soient mythiques ou non. No2EU a suivi la même méthode. […] *Le noyau nationaliste de No2EU se révèle dans son appel au protectionnisme – des industries détenues et gérées par les patrons britanniques, et non par les travailleurs britanniques. Dans ce contexte, le protectionnisme signifie exporter le chômage vers d'autres pays, soutenir "nos industries" contre les concurrents étrangers et attiser le nationalisme économique.»* [Hoskisson et King, 2009.]

Pour No2EU *:* «"Les États-nations... et leurs gouvernements sont les seules institutions capables de contrôler les mouvements du grand capital et de couper les ailes des sociétés et des banques transnationales*". Vraiment ?* […] *No2EU a même tenté de rejeter la responsabilité des menaces de guerre actuelles sur l'UE, tout en ignorant "*le rôle belliciste de la Grande-Bretagne*" et en dénonçant "*la militarisation de l'UE*".* […] *Ce n'est pas l'UE qui a envahi l'Irak, mais la Grande-Bretagne et les États-Unis en tant qu'États indépendants.* […] *la campagne No2EU a choisi de ne pas mentionner les guerres impérialistes en cours. Elle a concentré ses tirs sur l'UE comme si elle était le principal belligérant dans le monde déchiré par la guerre d'aujourd'hui.* […] *ce n'est pas l'UE qui a attaqué systématiquement nos droits démocratiques au cours des trente dernières années. C'est l'État britannique. Ce n'est pas l'UE qui a fait passer des attaques contre les libertés civiles au nom de la guerre contre le terrorisme, c'est le New Labour.* […] *Vous chercherez en vain, dans les publications et le matériel de No2EU, une proposition unique et pratique pour développer l'unité transfrontalière de la classe ouvrière en Europe.*» [Hoskisson et King, 2009.]

[60] https://www.workersliberty.org/story/2022-11-29/morning-star-against-free-movement.

En 2016, l'extrême gauche britannique a accueilli la «victoire» du Brexit en comme une «victoire» de la classe ouvrière et des classes populaires. En cela, elle n'a fait que reproduire les discours de la gauche «souverainiste» (c'est-dire sociale-impérialiste) et d'une partie de l'extrême gauche française qui ont célébré la prétendue «victoire du non» au référendum de 2005 en France [cf. Y.C., 2005]. De telles interprétations fantaisistes ne sont possibles qu'en niant le «front unique» bien particulier qui s'est opéré dans les urnes (entre une partie de la droite, l'extrême droite, la gauche «souverainiste» et l'extrême gauche sociale-chauvine) et les très fortes ressemblances entre leurs logiques nationalistes.

Yves Coleman, *Ni patrie ni frontières*, 23 février 2025

***

GLOSSAIRE

AfD (Alternative fur Deutschland): parti populiste et d'extrême droite créé en 2013, il se prétend «ni de droite ni de gauche», et fédère des militants venant de groupuscules néonazis comme de partis «respectables» (FDP, CDU, CSU) ainsi que d'intellectuels influencés par la Nouvelle Droite. Ce parti rassemble des individus climatosceptiques, opposés à l'euro, à l'islam, au multiculturalisme, à la parité hommes-femmes, à la «repentance allemande» et à l'immigration (l'AfD est partisane d'une «remigration» forcée). Certains ont des positions néolibérales, notamment en matière de retraites, d'autres protectionnistes. En 2024, ce mouvement avait 81 députés nationaux (sur 736) et 228 députés régionaux (sur 1 884). Ses huit députés européens ont d'abord appartenu au même groupe parlementaire (Identité et Démocratie) que le Rassemblement national puis, après en avoir été exclus, ont créé l'Europe des nations souveraines.

Ce groupe d'ex-membres de la CDU/CSU (chrétiens -démocrates et chrétiens-sociaux) aux positions libérales-conservatrices, dirigé par des économistes, est progressivement devenu un parti d'extrême droite, au fil des départs de ses fondateurs. Selon un reportage télévisé, en 2024, «*le groupe parlementaire de l'AfD au Bundestag allemand et ses membres* [emploieraient] *plus de 100 personnes actives dans des organisations classées comme d'extrême droite par les services de renseignement intérieur allemands*» [Ott, 2025]. Partisane de l' «e*thnopluralisme*», l'AfD dénonce l'antisémitisme chez les musulmans non par empathie pour les juifs, mais parce qu'elle veut «*encourager le départ des Juifs vers Israël, dans le but de "purifier" ethniquement les nations européennes. Ainsi, cette apparente bienveillance envers les Juifs et Israël n'est en réalité qu'une stratégie servant les objectifs ultimes de l'extrême droite* […]. *Elle a su mobiliser un vaste réseau de soutiens idéologiques, englobant aussi bien des individus ayant œuvré en son sein que des institutions et acteurs gravitant dans son orbite. Parmi eux, figurent des mouvements tels que PEGIDA [les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident], fondé en 2014, le mouvement néo-fasciste "Identitaire", ainsi que des fraternités nationalistes allemandes et des éléments du mouvement Reichsbürger*[61]*. Sans compter un certain nombre d'acteurs individuels de l'extrême droite et de la Nouvelle Droite»* ainsi que l'IfS (Institut pour la politique étatique, think-tank d'extrême droite qui publie le magazine *Sezessio*n et défend les idées de la «révolution conservatrice*»». *«Même si l'AfD a établi une liste d'organisations incompatibles avec ses valeurs, cette liste n'est guère prise en compte dans les faits.*

[61] Les «Citoyens du Reich» (de l'Empire) est davantage une mouvance d'extrême droite (comptant tout de même 21 000 sympathisants) qu'une organisation ayant une doctrine et un appareil. Néanmoins, en 2022, «*25 personnes accusées de vouloir renverser le gouvernement allemand ont été arrêtées le 7 décembre lors d'une série de raids effectués par la police dans tout le pays*» (https://theconversation.com/quest-ce-que-le-mouvement-reichsburger-accuse-de-vouloir-renverser-le-gouvernement-allemand-196325). Ses thèmes favoris : le négationnisme, l'antisémitisme, l'hostilité aux vaccins, le refus de payer des impôts, le retour aux anciennes frontières de l'Allemagne, la glorification du colonialisme, différentes théories du complot, etc.

[…]. *D'un côté, l'AfD s'est imposée comme la voix parlementaire de divers courants d'extrême droite. De l'autre, ses figures politiques semblent jouer un rôle clé dans le tissage d'un réseau complexe au sein de la mouvance droitière.»* L'AfD a su diffuser ses idées dans les réseaux, «*les tribunes de supporters dans les stades, les tables de cafés fréquentées par les habitués, les fêtes privées*» et «*l'univers des jeux vidéo et de la musique*» [Ott, 2025].

Ali, Tariq (1943-) : figure importante du mouvement contre la guerre du Vietnam, il adhère en 1969 à un groupe trotskyste (l'International Marxist Group) et à une des «Quatrième Internationale» (celle de la Ligue communiste, à l'époque), qu'il quitte en 1981 pour le Labour. Écrivain, essayiste et journaliste, il continue à défendre toutes sortes de causes dites «anti-impérialistes» y compris les «résistants» du 7 octobre 2023 qu'il a salués en ces termes : «*Ils s'échappent de leur prison à ciel ouvert et traversent la frontière sud d'Israël, frappant des cibles militaires et des populations de colons. Les Palestiniens font soudain la une des journaux internationaux. Les journalistes occidentaux sont choqués et horrifiés de voir qu'ils résistent réellement. Mais pourquoi ne le feraient-ils pas ?*[62]»

Alliance for Green Socialism : créé en 2003, ce groupe affirmait avoir «*environ 200 membres*[63]» en 2017. Il veut abolir la monarchie et la remplacer par un président élu, et se considère nettement plus anticapitaliste que le Green Party.

alt-right[64]: L'*Alt-right* rassemble des individus aux appellations très diverses comme les «réalistes raciaux*», «les archéofuturistes», les «anarchocapitalistes», etc. Selon Shane Burley, «*l'Alt-Right défend le nationalisme racial, l'inégalité entre les peuples et les races, les rôles de genre traditionnels, l'antisémitisme, la nécessité d'une hiérarchie et une hostilité générale contre la démocratie. Ce qui différencie ce courant des néonazis qui vocifèrent en brandissant des svastikas, c'est le fait que l'Alt-Right rassemble des individus doués en informatique, qui emploient des éléments de langage intelligents et reconnaissables, sont issus de la classe moyenne supérieure et ont fait des études universitaires*». Comme l'écrit Blair Taylor, «*l'alt-right se fonde sur une politique identitaire blanche qui ne fait que récupérer un héritage philosophique que la gauche a temporairement emprunté à la droite*[65]». [Pour plus de détails, cf. Taylor 2020 et 2021.]

AWL (Alliance for Workers Liberty): groupe trotskyste dont les origines lointaines remontent au groupe Workers Fight, en 1966. Aujourd'hui, il accorde une grande importance à la «démocratie» et à la «liberté» comme son nom l'indique, ce qui est plutôt rare à l'extrême gauche, surtout quand on se réclame de Lénine et Trotsky ! Durant les années 1980, cette organisation a repris la théorie du «collectivisme bureaucratique» et les positions léninistes de Max Schachtman à propos de l'URSS, avant que ce dernier devienne un féroce anticommuniste, tout en modernisant ses conceptions sur le féminisme, l'écologie, les droits des LGBTQIA+, etc. La principale originalité de l'AWL (en dehors de ses positions politiques) est son souci de favoriser le dialogue le plus large possible au sein de la gauche et de l'extrême gauche britannique et internationale. De nombreuses traductions, centrées sur des questions internationales (l'islam politique, l'antisionisme, etc.) se trouvent ici :https://npnf.eu/spip.php?rubrique25.

Bannon, Steve[66] (1953-): après avoir passé six années dans la marine, il travaille comme banquier d'affaires chez Goldman Sachs, puis crée plusieurs sociétés dans l'industrie cinématographique et les médias, dont le site web BreitBart News qui a joué un rôle décisif dans la structuration de l'*alt right**. Il joue un rôle clé dans la campagne présidentielle de Trump en 2016. Ce reaganien, qui admire les paléoconservateurs*, est hostile à l'intervention de l'État et aux effets de la mondialisation, donc évidemment à l'immigration. Il veut «*former un réseau de petits groupes composés d'une élite éclairée, cultivée, déterminée, influente. Ce réseau agira, ensuite, sur les masses à partir de relais*

---

[62] https://newleftreview.org/sidecar/posts/uprising-in-palestine

[63] https://www.bbc.co.uk/programmes/p0535zff

[64] https://www.adl.org/resources/backgrounders/*alt-right*-a-primer-on-the-new-white-supremacy

[65] «We are not Charlie. Stratégies et paradoxes de la gauche décoloniale», *Temps modernes*, 2018/4, n° 700.

[66] https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/oir/le-monde-selon-steve-bannon

issus du monde de la culture, de la politique, de la religion ou des médias[67]». Il accorde une grande importance aux traditions de l'Église catholique (messe en latin) qu'il croit capables de redonner des forces à l'Occident en déclin. En Europe, il a noué des liens avec Victor Orban, le Mouvement 5 étoiles italien, le Parti populaire belge, l'UDC suisse, l'UKIP au Royaume-Uni, le Front national en France, le Vlaams Belang, Vox en Espagne, etc., en vue de créer, sans succès pour le moment, un réseau international d'extrême droite. Il a été condamné dans plusieurs procès pour escroquerie et détournement de fonds, notamment en 2025[68].

BNP (British National Party): organisation initialement néonazie, antisémite et ouvertement raciste créée en 1982, dotée d'un groupe paramilitaire (Combat 18). Sous la direction de Nick Griffin, à partir de 2001, le BNP a partiellement changé de cible, en attaquant les musulmans et les immigrés non européens plutôt que les juifs, tout en continuant à prôner le séparatisme «racial». A son apogée, en 2009, ce parti a réussi à avoir une cinquantaine de conseillers municipaux ; il a obtenu également 563000 voix aux élections générales de 2010, et 2 députés européens en 2009. Le BNP est pratiquement inactif depuis 2019 et ses électeurs ouvriers, ex-sympathisants travaillistes, se sont tournés vers d'autres formations xénophobes comme l'UKIP.

Brexit Party (devenu Reform UK): parti populiste d'extrême droite fondé en 2018 et qui prétend avoir aujourd'hui 200 000 membres. En 2021, il est devenu Reform UK et est désormais dirigé par Nigel Farage. Le Brexit Party a obtenu 29 députés européens en 2019, et son successeur, Reform UK, 4,1 million de voix, et 5 députés à la Chambre des Communes en 2024. Violemment hostile à l'immigration, favorable à une fiscalité faible, au développement de l'énergie nucléaire ainsi que de l'industrie du gaz et du pétrole, ce parti veut abolir la Chambre des Lords et introduire le principe de référendums. Reform UK défend également l'introduction de «*programmes d'instruction patriotiques*» dans les écoles, l'augmentation des effectifs de la police et du budget de la défense. Il souhaite réduire les impôts sur les sociétés et favoriser la privatisation du service de santé public, le NHS.

BSW (Alliance Sarha Wagenknecht pour la raison et la justice) : officiellement lancée en janvier 2024, cette organisation souhaite «*transcender le clivage droite-gauche*» comme tous les nationaux-populistes. Ses cibles ? Tout d'abord, les «*élites culturelles libérales et "cosmopolites", dans la mesure où celles-ci auraient par trop bousculé, ces dernières décennies, les représentations traditionnelles de la normalité (nation, rapports entre les sexes, travail), privant ainsi la population "normale" de ses repères*[69]» ; les Verts (Grünen), jugé le parti «*le plus dangereux*» ; les partisans du «*langage inclusif*» et de la «*théorie du genre libérale de gauche*» qui «*nie l'existence d'un sexe biologique et invente perpétuellement de nouvelles "injonctions de pensée et de comportement", contraignant le "citoyen normal" à se taire de peur de se disqualifier».* Ce «*conservatisme de gauche*» est très proche de celui de George Galloway, et d'ailleurs son *Manifeste* porte le même titre que celui du WPB au Royaume-Uni : *«Notre pays mérite mieux»*. Il n'est donc pas étonnant que le texte affirme que «*l'Allemagne doit se souvenir de ses propres intérêts et de ses propres forces. Le modèle allemand de réussite doit être une économie sociale de marché*».

En revanche, contrairement au WPB, BSW ne se prétend ni socialiste, ni anticapitaliste, ni anti-impérialiste. L'Alliance veut défendre les classes moyennes, colonne vertébrale d'une économie fondée sur la «*concurrence équitable*». D'un point de vue idéologique, «*Le BSW substitue, à la division analytique de la société en capital et travail traditionnellement chère aux partis de gauche, l'opposition entre une communauté de* "gens qui travaillent*"* […] *composée des classes moyennes bourgeoises, des ouvriers et des entrepreneurs basés en Allemagne, et un cartel de "grands groupes"*

---

[67] Idem. https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/oir/le-monde-selon-steve-bannon

[68] https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/11/steve-bannon-ancien-conseiller-de-donald-trump-plaide-coupable-dans-une-affaire-de-fonds-detournes-et-evite-la-prison_6542440_3210.html

[69] Sauf indication contraire, les citations concernant le BSW sont extraites de l'article de Holdhauser (2024).

internationaux, d'"élites" universitaires résidant dans les grandes villes et de "bureaucraties" étatiques ignorant le quotidien des gens " normaux" et compliquant la tâche des entreprises.»

Comme Elon Musk, le BSW promet de licencier une partie des fonctionnaires et d'augmenter la «*liberté d'action entrepreneuriale*» (celle des patrons, donc), tout en énonçant des promesses vagues sur l'augmentation salaire minimum et des retraites, le plafonnement des loyers, etc.

L'Alliance déploie une rhétorique xénophobe : «*L'afflux incontrôlé de personnes dont on ne sait que très peu de choses sur leur biographie, leur capacité d'intégration et leur vision des choses constitue un risque pour la sécurité. La pratique naïve de l'admission des étrangers au cours des dernières années s'est déjà traduite par une augmentation massive et disproportionnée des crimes à l'arme blanche, des crimes sexuels et du terrorisme à motivation religieuse. Nous voulons mettre fin à l'immigration incontrôlée.* [...] *Le droit d'asile pour les victimes de persécutions n'est pas un droit à l'admission dans le pays de son choix qui offre les prestations sociales les plus généreuses*. […] *Dans la mesure du possible, les procédures d'asile devraient être menées en dehors de l'UE, dans des pays tiers sûrs*[70].»

Malgré cette politique hostile aux étrangers, la direction du BSW compte un nombre important de personnes issues de l'immigration (la majorité de son groupe parlementaire en 2024), et c'est le cas aussi parmi ses électeurs : «*les premières analyses montrent aussi que les personnes issues de l'immigration sont surreprésentées parmi les partisans du BSW* » (Holzhauser, 2024).

Le BSW refuse de considérer l'AfD comme d'extrême droite, et ne s'est pas jointe aux manifestations de masse contre l'AdD en janvier 2024.

En politique étrangère le BSW est hostile à toute aide militaire à l'Ukraine et réticente à l'entrée du nouveaux membres dans l'UE. Comme le FN/RN, le BSW est pour une «Europe des nations» qui fasse les yeux doux à la Russie. Et, comme Galloway, elle appelle *«à un embargo sur les armes à destination d'Israël et accuse le gouvernement allemand d'être complice des "crimes de guerre" israéliens*» [Holzhauser, 2024]. Aux élections européennes de 2024, BSW a obtenu 6,20% des voix

Counterfire : ce groupe trotskyste, issu du SWP en 2010, a ardemment soutenu Jeremy Corbyn entre 2015 et 2019 quand celui-ci dirigeait le Labour. Favorable au Brexit, que l'extrême gauche a pudiquement baptisé «Leave» ou «Lexit», ce groupe ne défend pas des positions fondamentalement différentes de celles du SWP.

CPB (Communist Party of Britain) : «*Le CPB a été créé en 1988 à la suite d'une scission au sein du parti communiste officiel de Grande-Bretagne (CPGB)»* et *«est devenu le principal représentant du communisme britannique. Le CPB est présent dans le mouvement syndical, a tenté de développer une relation étroite avec l'aile gauche du Parti travailliste et a travaillé au sein d'organisations plus larges telles que la Stop the War Coalition et la People's Assembly Against Austerity. Il a présenté des candidats aux élections, obtenant un petit nombre de voix, mais a cessé de le faire lorsque le Parti travailliste était dirigé par Jeremy Corbyn.* […]. *Le CPB était opposé à l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE, soulignant qu'elle entraînait une perte de souveraineté pour le peuple britannique. Il a participé à la campagne Lexit avec le SP*» (Tranmer, 2019).

CPGB (1920-1991) (Communist Party of Great Britain): si cette organisation fut le PC numériquement le plus influent au Royaume-Uni (56 000 membres en 1945), elle ne menaça jamais la domination du Labour sur le mouvement syndical et dans le champ électoral.

«*Fondé en 1920, le CPGB a commencé à se développer après sa participation à la grève générale de 1926, mais il a perdu des membres pendant la période "classe contre classe" de la fin des années 1920 et du début des années 1930 […]. Sa situation s'est améliorée lorsque, en 1935, il a adopté la stratégie du Front populaire […]. Pendant la guerre, il bénéficie de la nouvelle popularité de l'Union soviétique et le nombre de ses membres atteint le chiffre record de 56 000 en 1942. La plupart des membres sont intégrés dans des sections locales, mais le parti dispose également d'un réseau de sections d'usine. Immédiatement après la guerre, le parti a obtenu les meilleurs résultats électoraux de son histoire, avec deux députés et plus de 200 conseillers municipaux*. […] *Avec le début de la*

[70] Cité dans https://www.workersliberty.org/story/2025-01-29/left-populist-line-germany-not-so-left.

guerre froide, le CPGB adopte une attitude de plus en plus hostile à l'égard du gouvernement travailliste. Dans le même temps, il met en avant ses références nationales» et s'éloigne du léninisme. *«Les événements de 1956»* (Rapport Khrouchtchev contre les crimes de Staline et invasion de la Hongrie) *«portent un coup sérieux au CPGB.* […] *on estime qu'un tiers des membres démissionne en signe de protestation»* (Tranmer, 2017).

Le CPGB dispose cependant d'une bonne implantation syndicale, notamment dans la bureaucratie :

«Le CPGB était de loin l'organisation la plus profondément implantée dans le mouvement syndical dans les années 1970, principalement en raison des alliances qu'il avait créées avec la gauche non communiste» ce qui «*a permis à des communistes d'être élus à des postes de direction dans un certain nombre de syndicats. Au début des années 1970, selon un historien du CPGB, un responsable syndical sur dix était membre du parti et les instances dirigeantes de la plupart des syndicats comptaient plusieurs communistes* […] *Outre sa participation à la direction de nombreux syndicats, le CPGB était également présent à la base dans les syndicats et sur les lieux de travail. Un nombre important de délégués syndicaux étaient membres du parti. Le CPGB s'efforçait de rassembler et de mobiliser les militants de la base des syndicats. Le Comité de liaison pour la défense des syndicats (Liaison Committee for the Defence of Trade Unions, LCDTU) est son principal instrument pour ce faire. Fondé en 1966, il avait organisé l'opposition aux tentatives du gouvernement travailliste de limiter l'influence des syndicats à la fin des années 1960.* […] *En raison de la présence du CPGB à la tête de nombreux syndicats, certains de ses membres ont joué un rôle actif dans les principaux conflits sociaux de la décennie et sont devenus des noms connus*» [Tranmer, 2017].

«Dans les années 1970, le CPGB est impliqué dans une myriade de campagnes, mais le nombre de ses membres continue de diminuer. […] *Cette situation est en partie due aux divisions croissantes au sein du parti, en particulier au cours de la seconde moitié de la décennie. Elles atteignent leur paroxysme en 1977* […] *Controversé, le nouveau programme est influencé par les idées gramsciennes et intègre des mouvements sociaux tels que le féminisme.* […] *Dans les années 1980, les conflits internes s'intensifient* […]*, engloutissant le parti, qui cesse officiellement d'exister en 1991*.» [Tranmer, 2017]. Plusieurs organisations se sont constituées sur ses décombres : NPC, CPGB, CPGM-ML, etc.

CPGB (Communist Party of Great Britain) : ce groupe publie *Weekly Worker* et est issu, en 1977, d'une scission du vieux parti stalinien (le CPGB* qui a duré de 1920 à 1991). Après avoir côtoyé différents groupuscules trotskistes, ses militants ont fini par devenir beaucoup plus critiques par rapport au stalinisme. Ils participent à la Stop the War Coalition, puis à RESPECT et ont soutenu Jeremy Corbyn quand il dirigea le Parti travailliste entre 2015 et 2019.

Crow, Bob (1961-2014) : fils de docker, membre du Parti communiste britannique (CPB) puis brièvement du SLP, dirigeant très populaire du RMT (2002-2014) et l'un des fondateurs de la TUSC.

CPGB (ml) : créé en 2004 à partir d'une scission-exclusion du SLP. Fervent groupe stalinien, opposé à l'indépendance de l'Ecosse, favorable au Brexit. Hostile à l'indépendance de l'Ecosse comme aux politiques de l'identité («*La fluidité des genres est un cauchemar réactionnaire*[71]») et à l'idéologie LGBTQIA+, il entretient des liens amicaux avec les régimes chinois, cubain, vénézuélien, nord-coréen et laotien actuels.

Douguine, Alexandre[72] **(1962-)** : docteur en sciences politiques et en sociologie, il travaille comme éditeur, rédacteur en chef et journaliste dans différents médias. Il voyage beaucoup ce qui lui permet de rencontrer des idéologues fascistes européens aussi différents que Jean Thiriart, Alain de Benoist et Claudio Mutti. Ses références intellectuelles sont, pêle-mêle: René Guenon, Carl Schmitt, Julius Evola, Ernst Niekisch, Arthur Moeller van den Bruck*, etc., auteurs qui le distinguent, sur certains points, de la Nouvelle Droite, mais confortent ses positions racistes, antisémites et totalitaires. Comme l'écrivait Marlène Laruelle en 2001, un an après l'arrivée de Poutine au pouvoir:

---

[71] https://thecommunists.org/2019/03/23/news/the-reactionary-nightmare-of-gender-fluidity/.

[72] Marlène Laruelle, «Alexandre Dugin : esquisse d'un eurasisme d'extrême-droite en Russie post-soviétique», https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2001_num_32_3_3103.

«*Après avoir longuement milité dans les mouvances "national-bolcheviques" opposées à la politique eltsinienne, Dugin* [...] *se présente dorénavant comme le conseiller de l'ombre du nouveau pouvoir. Il espère ainsi offrir à Vladimir Poutine une idéologie constituée lui permettant de s'affirmer sur la scène internationale et de promouvoir, en Russie même, un nouveau mode de gestion des conflits entre Russes et minorités ou centre et périphérie censé éviter l'implosion de la Fédération.* [...] *Dugin connaît un succès certain parmi la jeune génération et révèle le manque de références identitaires de la Russie post-soviétique : la mode occultiste, un rejet de l'idéologie communiste mais non de l'expérience soviétique, une sensibilité panorthodoxe accentuée par les événements dans les Balkans ainsi qu'un discours anhistorique sur la grandeur de la Russie ne peuvent qu'attirer. Outre son discours géopolitique redonnant à la Russie un rôle de superpuissance mondiale, Dugin est à la tête d'une tentative de réhabilitation historique du fascisme plus subtile et discrète que celle des nouveaux groupuscules paramilitaires russes : il en modernise le fondamentalisme, le sens de la hiérarchie et de la guerre, renouvelle la triangulaire Allemagne-Russie-Japon et présuppose l'incommensurabilité des cultures et leur inévitable conflictualité.* [...] *Ses ouvrages, notamment celui de géopolitique (1997), sont devenus des classiques de l'université russe dans des disciplines comme les sciences politiques, la géopolitique ou la culturologie.* [...] *même si Dugin n'a pas vraiment de parti politique propre, il influence discrètement le discours de nombre d'hommes politiques et surtout banalise une conception fascisante de la Russie. Dugin conçoit en effet des "idéologies" pour de nombreux hommes politiques russes* [...]*, pour des militaires de haut rang ainsi que pour l'institut de recherches stratégiques de Moscou. Il propose à la nouvelle Russie une certaine vision de la politique internationale dont l'isolationnisme ne fait que camoufler un projet d'expansion et de conquête*.» Ces lignes écrites il y a plus de vingt ans n'ont pas pris une ride, même si apparemment Douguine serait aujourd'hui moins proche de Poutine qu'au début du XXI^{e} siècle. Il est en contact étroit avec les séparatistes prorusses du Donbass et de Louhansk depuis au moins 2014 et a soutenu avec enthousiasme l'invasion de l'Ukraine en 2022, tout en prônant son annexion. Enfin, on ne sera pas étonné d'apprendre que des fascistes français comme Jean-Marie Le Pen, Alain Soral ou Christian Bouchet entretiennent des relations amicales avec lui.

Farage, Nigel (1964-): membre du Parti conservateur (1978-1992), fondateur et dirigeant de l'UKIP (1993-2018), député européen (1999-2020), fondateur et dirigeant du Brexit Party en 2018 (rebaptisé Reform UK en 2021) ; député de Reform depuis 2019. En dehors de sa carrière parlementaire, il est aussi un homme de médias très actif puisqu'il travaille comme commentateur pour Fox News, a dirigé une émission de radio sur LBC (2017-2020) et a rejoint la chaîne d'infos ultraréactionnaire GB News (ce dernier petit boulot lui rapporte la modeste somme 1,4 million d'euros par an, honoraires de «consultant» compris). Comme Galloway, il aime participer à des émissions de téléréalité, choix fort lucratif puisque le programme «*I'm a Celebrity… Get Me out of Here*» lui a permis de gagner 1,8 million d'euros en 2023.

Furedi, Frank: ancien dirigeant d'un groupe trotskyste, aujourd'hui disparu, qui s'appelait le Revolutionary Communist Party (1976-1997). Ce sociologue est devenu désormais l'un des idéologues des conservateurs britanniques et même européens, puisqu'il a été nommé par Viktor Orban à la tête du Mathias Cornivus Collegium à Bruxelles. Ce think-tank organise des conférences pour défendre les idées de l'*alt-right* et celles du régime hongrois. Il travaille en relation avec l'université privée homonyme qui n'a cessé de se développer depuis 1996 en Hongrie et de créer des clones en Europe de l'Est. Auteur de plusieurs livres et homme de réseaux, Furedi est apprécié par les réactionnaires britanniques parce qu'il sait utiliser un langage suffisamment modéré pour ne pas être assimilé à Tommy Robinson, tout en développant les mêmes thèmes que cet agitateur néofasciste.

German, Lindsey (1951-): permanente et membre du Comité central du SWP ; vice-présidente de la Stop the War Coalition, cofondatrice et la vice-présidente de RESPECT entre 2001 et 2014, elle a quitté le SWP en 2009, en même temps que les cadres de son parti qui ont créé le groupe Counterfire.

MAB (Muslim Association of Britain[73]) *:* groupe musulman sunnite de quelques centaines de membres créé en 1997, rattaché aux Frères musulmans et à son organisation internationale, la Fédération des organisations islamiques en Europe (FOIE). Ce courant anticommuniste, pro-capitaliste et antisémite depuis sa fondation en 1928, en Égypte, rassemble aussi le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais et l'UOIF en France (qui s'appelle aujourd'hui Musulmans de France). Non seulement le MAB faisait partie de la Stop the War Coalition qui précéda RESPECT, mais le SWP s'était déjà démené, pour coopter, au sein du Comité directeur de cette coalition, «*des représentants d'organisations islamiques telles que le London Council of Mosques et le Muslim Parliament of Britain**[74]». Cela permit à des musulmans réactionnaires et aux différents courants islamistes de bénéficier d'une tribune nationale qu'ils n'auraient jamais eue autrement. En réalité, sous prétexte d'avoir ainsi l'oreille des exploités musulmans et non de leurs exploiteurs (petits patrons, milliardaires et politiciens communautaires clientélistes), l'extrême gauche échoua sur toute la ligne : non seulement elle n'a pas réussi à recruter de nombreux croyants mais en plus elle a renforcé l'hégémonie obscurantiste et anticommuniste parmi les musulmans, de culture ou de religion. Par la suite, le MAB a soutenu aussi bien des candidats de la «gauche» du Labour, que des candidats du Green Party.

Muslim Parliament of Britain (1992-1998): petite organisation créée autour d'un *Manifeste musulman*. Ce texte ultraréactionnaire affirme notamment que «*Les femmes musulmanes ont une place plus élevée et plus noble dans la société que les femmes dites "émancipées" de l'Occident"*»; que «*Les musulmans vivant sous la protection d'un État non musulman doivent obéir aux lois de cet État, pour autant que cette obéissance n'entre pas en conflit avec leur engagement envers l'islam et l'Oumma*» ; et que certaines lois britanniques «*sont en conflit direct avec les lois d'Allah ; elles concernent des sujets tels que l'usure, l'avortement, l'homosexualité, les jeux d'argent, la vente et la consommation d'alcool, et l'abolition de la peine de mort*[75]».

New Communist Party (NCP) : scission stalinienne du CPGB en 1977. Publie *The New Worker*. Comme la majorité de l'extrême gauche, ce groupuscule est favorable au Brexit et appelle généralement à voter pour le Labour… tout en faisant l'éloge des dictatures nord-coréenne, vietnamienne ou cubaine.

Paléoconservateurs: «*Ce courant nationaliste, protectionniste et isolationniste incarné par le journaliste Pat Buchanan** [...]*, a été théorisé par son conseiller, Samuel T. Francis*[76]». Ce dernier préconisait de «*laisser tomber les mantras sur les vertus du libre marché et l'importance de la religion*» et «*de combattre l'oligarchie transnationale pour rendre aux Américains moyens la place qui devait être la leur dans leur pays. Le paléo-conservatisme proposait ainsi de renouer avec certains principes de la vieille droite américaine, isolationniste jusqu'à la nomination de Dwight D. Eisenhower à l'investiture républicaine en 1952* [...]*, et protectionniste jusqu'à l'élection de Reagan en 1981. Suivant en partie ses conseils, Buchanan a remporté les primaires dans quatre États en 1996, sur la base d'un programme hostile à l'Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA). Mais le message était prématuré, les conséquences de la mondialisation commençaient tout juste à se faire sentir* [77].»

Tout comme en France, les nuances qui peuvent opposer des partisans de l'impérialisme français néogaullistes ou chevènementistes à des politiciens «néolibéraux» comme Sarkozy ou Macron, les divergences entre néoconservateurs et paléoconservateurs sont minimes. Les paléoconservateurs sont en réalité des nationalistes revanchards et, par conséquent, des partisans de politiques encore plus

---

[73] Cf. Vickim, «Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ?» https://npnf.eu/spip.php?article365.

[74] https://www.union-communiste.org/it/2003-11/britain-from-the-ballot-box-to-the-mosque-the-swps-quest-for-a-not-so-left-alternative-1319.

[75] http://kalimsiddiqui.com/wp-content/uploads/2016/01/Muslim-Manifesto-1990.pdf

[76] Laura Raim, «La "Nouvelle Droite" américaine. Les défenseurs du peuple blanc contre la démocratie», *Revue du Crieur*, 2016/3, n° 51.

[77] Laura Raim, *op. cit., https://shs.cairn.info/revue-du-crieur-2016-3-page-36?lang=fr*

strictes contre l'immigration.

PTB (Parti du travail de Belgique): parti mao-stalinien créé en 1979, qui a mis de l'eau dans son vin depuis 2008 et préfère désormais se réclamer de la «gauche radicale» et du «socialisme 2.0», tout en maintenant des liens fraternels avec les PC du Vietnam, de Cuba et de Corée du Nord. En 2024, il a obtenu 10% des voix aux élections européennes et 2 députés ; il a également 15 députés au Parlement fédéral (sur 150) et 44 conseillers communaux à l'échelle du pays.

RCP (Revolutionary Communist Party): ce groupuscule (1977-1996) a connu une évolution spectaculaire du trotskysme à un mélange de libertarianisme économique et de conservatisme populiste. A partir de 1990, ses membres considèrent que la classe ouvrière n'a plus aucun rôle politique à jouer, que le clivage droite-gauche n'a plus de sens et ils dissolvent leur organisation en 1996. Ils continuent à maintenir des liens étroits entre eux à travers une revue (*Living Marxism*) puis un site *Spiked.* Leurs positions libertariennes et leur passé marxiste leur permettent de recruter des jeunes qui vont prendre la relève ; ils pratiquent un entrisme efficace dans un certain nombre d'institutions scientifiques et créeent plusieurs associations, qui sont de véritables petites entreprises qui vendent des conférences, des stages de formation pour les cadres, des conseils aux parents, etc. Grâce à cette cohésion amicalo-idéologique, un certain nombre de ses membres accèdent à des postes politiques influents : Munir Mirza est la conseillère politique de Boris Johnson pendant des années ; Claire Fox devient député européenne du Brexit Party puis membre de la Chambre des Lords, etc. Un article détaillé concernant Frank Furedi et le RCP sera bientôt publié dans la série «Faux "rebelles" et "marxistes" au service de l'extrême droite»[78].

RCP (marxist-leninist) : créée en 1979, cette organisation maoïste publie *The Communist*, est favorable au Brexit, et soutient la dictature nord-coréenne avec ferveur.

RESPECT: Acronyme signifiant en français «*respect, égalité, socialisme, paix, écologie, communauté, syndicalisme*», sept mots très flous puisqu'ils convenaient au MAB. Au niveau du Royaume-Uni, RESPECT ne put jamais présenter plus de 26 candidats aux élections pour les 650 circonscriptions de la Chambre des communes. Ce front atteignit son score le plus élevé aux élections européennes de 2004 avec 256 216 voix ; en 2005, il obtint 68 094 voix auxquelles on peut ajouter les 43 514 du Socialist Socialist Party* écossais (en 2001, la précédente coalition de la «gauche radicale», la Socialist Alliance, avait obtenu 57 553 voix, et le SSP 72 516 voix en Ecosse). Par comparaison, à son apogée, en 1945, le Parti communiste britannique (CPGB*) ne réussit à avoir que deux députés aux Communes avec un peu moins de 100 000 voix (sur 24 millions de votants), et 215 conseillers municipaux en 1946. Le nombre de votants effectifs était moins élevé en 2004 (17 millions) et un peu plus élevé en 2005 (28 millions) qu'en 1945, mais les pourcentages restent inférieurs à 1% de ceux qui se rendent aux urnes.

Révolution conservatrice : Selon Stéphane François, ce serait «*un courant de pensée, avant tout culturel, qui s'est développé en Allemagne après 1918 en opposition à la République de Weimar et qui se caractérisait par un refus de la démocratie et du parlementarisme. Leur* Weltanschauung*, leur "vision du monde", révolutionnaire-conservatrice se réclamait de l'idéalisme, du spiritualisme voire du vitalisme, et se proposait de reconstituer une société sur la base de communautés naturelles structurées et hiérarchisées, menées par une nouvelle aristocratie du mérite et de l'action*[79]». Malgré les formules prudentes employées par cet universitaire, de nombreux intellectuels qui ont appartenu à ce courant multiforme (Jünger, Spengler, Heidegger, Sombart, Schmitt, Niekisch, van den Bruck, etc.) ont défendu des idées proches de celles des nazis (y compris l'antisémitisme) quand ils n'ont pas adhéré au NSDAP, et sont revendiqués par la mouvance de la Nouvelle Droite. Celle-ci utilise les ambiguïtés réelles (ou supposées) de ces penseurs pour les réhabiliter et faire passer en contrebande un néofascisme adapté au XXI[e] siècle. Le fait qu'une partie de la gauche et de l'extrême gauche fassent les yeux doux à Heidegger et à Schmitt ajoute à la «confusion» créée par l'extrême droite qui sait encore lire et écrire.

---

[78] https://npnf.eu/spip.php?rubrique168.

[79] https://tempspresents.com/2009/08/24/stephane-francoisqu%E2%80%99est-ce-que-la-revolution-conservatrice/.

Ridley, Yvonne (1958-): militante travailliste jusqu'en 2003 ; journaliste convertie à l'islam deux ans après avoir été enlevée par les talibans, et retenue par eux pendant 15 jours, en 2001 ; membre de la direction de RESPECT jusqu'en 2014. Elle appartient désormais au parti nationaliste écossais Alba. En 2004, elle se présenta aux élections dans un tract pour RESPECT comme «*la seule candidate MUSULMANE*» (les majuscules étaient dans l'original). Elle a notamment travaillé pour al-Jazeera et la chaîne iranienne de propagande Press TV (comme Galloway) On trouvera plusieurs citations répugnantes de cette antisioniste-antisémite en français[80] : et bien d'autres en anglais jusqu'à aujourd'hui. En février 2025, elle s'est encore «distinguée» en louant les «*actes de gentillesse*» (les «*paquets-cadeaux*» distribués aux otages lors de leur libération) des geôliers tortionnaires du Hamas à l'égard de leurs prisonniers israéliens ou d'autres nationalités[81].

RMT (National Union of Rail, Maritime and Transport Workers) : syndicat des travailleurs du rail, de la mer et des transports fondé en 1990. Ses dirigeants soutiennent la «gauche» du Labour (Jeremy Corbyn, par exemple) et certaines fédérations ont voté des subventions au SSP, ce qui a conduit le Labour à l'exclure de ses rangs (le Parti travailliste est à la fois un parti et un regroupement de syndicats, sauf si ceux-ci le quittent ou en sont exclus). Le RMT a participé à la campagne européenne de 2019 «No to EU-Yes dto Democracy» et a été l'un des cofondateurs de la Trade Unionist and Socialist Coalition qui s'est présentée aux élections générales de 2010 et 2015. Il s'est désaffilié de la TUSC en 2022.

Sarwar, Mohammed (1950-) : membre travailliste de la Chambre des communes de 1997 à 2010, pour la ville de Glasgow, il prêté serment d'allégeance sur le… Coran. Ayant abandonné la nationalité britannique il a été gouverneur du Pendjab (Pakistan) de 2013 à 2015 et de 2018 à 2022, au nom de deux partis différents. Ce cumulard est aussi un homme d'affaires prospère qui a su assurer l'avenir politique de son fils, Anas Sarwar, puisque ce dernier a d'abord pris sa succession dans sa conscription puis est devenu le dirigeant du Labour écossais.

Seymour, Richard (1977-) : si l'on en croit le site «marxiste» revueperiode.net qui publie ses textes, «*Richard Seymour est journaliste, chercheur indépendant et militant révolutionnaire.*» Pourtant, cet ex-membre du SWP écrit pour *The Guardian, The London Review of Books, Al-Jazeera*, etc., donc des médias bourgeois, et travaille pour la chaîne Telesur, financée par les États vénézuélien (50%), argentin, cubain, uruguayen et bolivien.

Sheridan, Tommy : principale figure publique du SSP, «*Sheridan s'est fait connaître du grand public à la suite de son rôle prépondérant dans les manifestations contre la Community Charge/Poll Tax. Il a été élu conseiller municipal à Glasgow et a été élu au Parlement écossais en 1999. Il a été réélu en 2003 avec cinq autres membres du SSP. Le SSP mène campagne pour l'indépendance de l'Ecosse* [..]. *Il semblait avoir fait une percée majeure et être devenu un acteur important de la politique écossaise»* [Tranmer, 2019] mais, en 2004, Sheridan s'est fait repérer dans un club échangiste. Ses dénégations mensongères ont provoqué un scandale médiatique et ont affaibli considérablement son parti dont il a d'ailleurs démissionné pour former son propre groupe.

Socialist Alliance : alliance électorale créée en 1999 par le SWP et qui regroupa différentes organisations trotskistes mais finit par disparaître en 2005 suite à des divergences internes et au départ de certains groupes fondateurs. La première Socialist Alliance *«rassembla un certain nombre de petits groupes révolutionnaires avec le SWP sous un parapluie conçu pour apparaître comme une "église large", ouverte à tous les opposants de gauche aux politiques de Blair, qu'ils soient révolutionnaires ou réformistes. La Socialist Alliance était avant tout un front électoral dont le programme représentait, comme l'indique la revue trimestrielle du SWP, "*le minimum acceptable pour les révolutionnaires et le maximum acceptable pour les anciens membres du parti travailliste". *En fait, ce programme n'était qu'un ensemble de revendications formulées dans le langage des "vieux travaillistes", qui auraient pu être produites par de nombreuses sections du parti travailliste sans*

[80] https://www.conspiracywatch.info/notice/yvonne-ridley.
[81] https://www.israelnationalnews.com/news/403777.

aucune modification.[82]». Il y eut d'ailleurs plusieurs «Socialist Alliance» au cours des années suivantes. Rétrospectivement, il est difficile de partager l'optimisme de Jeremy Tranmer [2007] pour qui ces alliances, «*composées de membres d'extrême gauche et d'anciens adhérents du Parti travailliste*», «*constituent donc la recomposition la plus significative de l'extrême gauche depuis la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne en 1920/21*» et qui pense que, en 2001, «*le parti travailliste se trouva confronté au défi le plus important venant de sa gauche depuis 50 ans*». Si l'on analyse froidement les résultats, au cours des vingt dernières années, aucune coalition se prétendant «à gauche du Labour» n'a réussi à dépasser les scores (très faibles) atteints par le parti stalinien (le premier CPGB) avant sa disparition en 1991.

Socialist Resistance: petit groupe trotskyste, qui se présente comme un «*un réseau politique anticapitaliste qui tire sa politique du marxisme et plaide pour l'internationalisme, l'écosocialisme et le féminisme*». Il «*défend les acquis du corbynisme*» (?) et est favorable à un «*gouvernement travailliste*» (?). Il appartient à la même «Quatrième Internationale» que le NPA de Besancenot et Poutou et était hostile au Brexit.

SP (Socialist Party, Royaume-Uni): organisation trotskyste créée en 1991 par des trotskystes qui faisaient de l'entrisme au sein du Labour depuis… 1964. Cet entrisme fut si fructueux qu'ils eurent 3 députés travaillistes dans les années 1980 et contrôlèrent le conseil municipal de Liverpool. Par la suite ils ont participé aux coalitions électorales, No2EU-Yes to Democracy et à la TUSC.

SP (Socialistische Partij ; Pays-Bas) : organisation maoïste créé en 1972, elle abandonne toute référence au marxisme-léninisme en 1991, ce qui lui permet de remporter des succès dans le champ électoral. Elle a aujourd'hui 5 députés, 3 sénateurs, et 23 députés provinciaux. Ce parti se vante d'avoir été le premier à souligner les «*problèmes de l'immigration*» dans un rapport de 1983. Le SP prône le contrôle des frontières, l'existence de centres de rétention et l'expulsion des «sans papiers» qui se voient refuser un titre de séjour (Krebbers, 2003).

SLP (Socialist Labour Party) : petite organisation créée en 1996 par Arthur Scargill, ex-membre du Labour et ancien dirigeant du syndicat des mineurs (NUM), suite à l'abandon de la clause IV en 1995 (cf. p. 2). Plusieurs conseillers municipaux du Labour sont passés au SLP, parti hostile à l'Union européenne et favorable aux nationalisations.

SSP (Scottish Socialist Party): organisation sœur du SP en Angleterre et au Pays de Galles, parti indépendantiste créé en 1998 qui, à son apogée, a eu 6 députés au Parlement écossais mais n'en a plus aucun depuis 2007, suite au scandale auquel fut mêlé son principal ex-dirigeant, Tommy Sheridan* en 2004. Il se distingue des autres groupes de l'extrême gauche britannique sur un point : il est favorable au maintien de l'Ecosse dans l'Union européenne tout en l'accusant «*de représenter les intérêts des grandes entreprises capitalistes et d'imposer des politiques néolibérales aux États membres*». Il souhaite donc «*travailler avec d'autres partis de gauche européens pour la changer de l'intérieur*» (Tranmer, 2019). Le SSP soutient le droit des demandeurs d'asile à s'installer en Ecosse sans crainte d'être détenus ou expulsés et il souhaite l'abolition de la monarchie britannique.

SWP (Socialist Workers Party): organisation trotskiste créée en 1977, et qui vient du *Socialist Review* Group de Tony Cliff (1950) et de son successeur, les International Socialists (1962), groupe au départ plus «luxembourgiste» que «léniniste» et qui a milité au sein du Labour jusqu'en 1965. Le SWP a joué un rôle prépondérant dans l'extrême gauche depuis plusieurs décennies et dans plusieurs campagnes comme celles contre la guerre du Vietnam, contre le National Front avec la création de l'Anti Nazi League (1977) et les concerts de Rock Against Racism, contre les guerres en Irak, en Afganistan et en Palestine. Le SWP a connu de nombreuses scissions. En France, ses partisans militent désormais au sein du NPA.

Trade Unionist and Socialist Coalition (TUSC): alliance électorale créée pour les élections générales de 2010 par le secrétaire général du syndicat RMT, Bob Crow et par le SP (trotskyste), rejointe ensuite par le SWP (pendant quelques années) et le SSP. Cette initiative est soutenue par d'autres syndicats. La TUSC a présenté des candidats jusqu'en 2015, obtenant 118 125 voix à

[82] https://www.union-communiste.org/en/2003-11/britain-from-the-ballot-box-to-the-mosque-the-swps-quest-for-a-not-so-left-alternative-1319.

l'échelle nationale, son score le plus élevé ; il faut comparer ce résultat aux chiffres les plus élevés de l'extrême droite, que ce soit le BNP (563 743 en 2010), l'UKIP (3,8 millions en 2015) ou Reform UK (4,1 millions en 2024). La TUSC s'est ensuite abstenue de concourir sur le terrain électoral pour ne pas gêner Jeremy Corbyn, qui dirigea le Labour dans les années 2014-220. La TUSC a de nouveau présenté des candidats à partir de 2021, obtenant des résultats d'autant plus dérisoires qu'elle n'a pas les moyens financiers d'être présente partout.

Wagenknecht, Sarah (1969-): elle a commencé à militer dans le parti stalinien, le SED, au pouvoir en Allemagne de l'Est, en 1989, alors que tout le monde le quittait, et s'est «*fait connaître dans les années 1990 comme jeune porte-parole de la "plate-forme communiste" orthodoxe au sein du PDS (Parti du socialisme démocratique)*», successeur du SED ; pendant vingt ans, «*elle dirige l'aile dite "populiste" du parti Die Linke*» (parti résultant de la fusion entre le PDS et des groupes d'extrême gauche». «*Elle se distingue par ses critiques de la direction du parti sur les questions environnementales, migratoires (lors de la crise de 2015-2016) et sanitaires (pendant la pandémie du Covid-19 en 2020-2022), et plus récemment par son opposition à la ligne adoptée par le gouvernement fédéral face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Après une première tentative de formation d'un mouvement politique autonome,* Aufstehen *(«Debout»), elle annonce en octobre 2023 son départ de Die Linke en vue de fonder son propre parti* […] : Bündnis Sahra Wagenknecht - Vernunft und Gerechtigkeit (Alliance Sahra Wagenknecht - Pour la raison et la justice), *en abrégé BSW, rejoint dans un premier temps par quelques centaines d'adhérents. Le ralliement de dix députés du groupe parlementaire de Die Linke lui permet d'emblée de siéger au Bundestag*» [Holzhauser, 2024]. Pour Sahra Wagenknecht, «*les immigrés entrent "*en concurrence directe avec les employés allemands*" sur le marché du travail comme sur celui du logement. Ils font baisser le niveau des rémunérations (en raison de leurs faibles salaires), surtout dans les secteurs déjà peu rémunérateurs, tout en contribuant à la hausse des loyers. Sahra Wagenknecht qualifie donc d'irresponsable le fait de défendre et de faciliter la migration : si la "classe moyenne diplômée" s'y emploie, c'est qu'elle y trouve son intérêt. Ces propos font écho aux vues de son mari Oskar Lafontaine, qui critiquait dès 2005 l'"immigration forcée" conduite par "les dix mille individus les plus riches du pays" afin de "réduire le niveau des salaires allemands"*« [Holzhauser, 2024].

Yaqoob, Salma (1971-) ; active dans la Stop the War Coalition, dirigeante de RESPECT (2005-2012), conseillère municipale (2006-2014), membre du Labour depuis 2019.

***

Articles cités ou liés aux sujets abordés dans cet article

Angry Workers of the World (2019, «Des limites de «l'intersectionnalité» : Grèves de femmes. Luttes et stratégie des travailleuses d'Asie du Sud. De Grunwick à Gate Gourmet», https://npnf.eu/spip.php?article647

Bassi, Camilla (2009), «Sur "l'anti-impérialisme des imbéciles"» (https://npnf.eu/spip.php?article745

Bradley, Clive, «La gauche et l'anti-impérialisme réactionnaire»: la théorie de l'adaptation» (2002), https://npnf.eu/spip.php?article1189

Chris Harman, «The crisis in Respect» (2008), https://www.marxists.org/archive/harman/2008/xx/respect.htm

Hassan, Rumy, «Islamophobie» et alliances électorales en Grande-Bretagne», https://npnf.eu/spip.php?article186

Hoskisson, M. et S. King, S., «No2EU – Yes to Democracy. Little hope for little Englanders», *Permanent Revolution*, 2009, https://www.marxists.org/history/etol/newspape/permanent-revolution-group/n13-Summer-2009.pdf

Thorsten Holzhauser (2024), «Ni à gauche ni à droite, mais les deux à la fois ? L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) au lendemain des élections européennes», https://www.ifri.org/fr/notes/ni-gauche-ni-droite-mais-les-deux-la-fois-lalliance-sahra-wagenknecht-bsw-au-lendemain-des

Ismaïl, Sacha (2014), «Qu'est-ce que le racisme antimusulmans ? «, https://npnf.eu/spip.php?article1138

Jousse, Emmanuel (2011), «Chronique d'un non-lieu: le marxisme en Grande-Bretagne», https://journals.openedition.org/chrhc/2224

Krebbers, Eric (2003), «Votez pour des expulsions "civilisées", votez pour le SP !», https://npnf.eu/spip.php?article357

Mouvement communiste (2009), «Lindsey : la tentative de revanche de Total se solde par un échec», https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0930Sup.pdf

Mouvement communiste (2009), «Grève de la raffinerie de Lindsey : une lutte empêtrée dans le nationalisme», https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0930.pdf

Ott, Monty (2025), «Enquête en Allemagne : Une histoire de l'AFD» https://k-larevue.com/histoire-afd/

Peace, T. et P. Akhtar, (2014), «*Biraderi*, Bloc Votes and Bradford: Investigating the RESPECT Party's Campaign Strategy», *The British Journal of Politics & International Relations*, n° 17 (http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1467-856X.12057/full

Salles, René (1977), «Le Parti communiste de Grande-Bretagne et les élections», https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1977_num_27_3_418266

Taylor, Blair (2020), «L'Alt-right américaine et l'écologie : écofascisme et environnementalisme d'extrême droite», https://npnf.eu/spip.php?article936

Taylor, Blair (2021), «Sur l'Alt-Right», https://npnf.eu/spip.php?article941

Tranmer, Jeremy (2014), «Squaring the Circle : the Extreme Left and the Labour Party», https://journals.openedition.org/lisa/7110

Tranmer, Jeremy (2017), "A Force to be Reckoned with? The Radical Left in the 1970s", https://journals.openedition.org/rfcb/1728

Tranmer, Jeremy (2020), «Nationalism, internationalism and anti-capitalism : left-wing opposition to the European Union», https://journals.openedition.org/osb/4759

Tranmer, Jeremy (2022), «The Far Left, Scottish Independence and Brexit», https://journals.openedition.org/rfcb/9520#ftn40

Tranmer, Jeremy (2007), «Alliances socialistes : chant du cygne de l'extrême gauche ou menace pour les néo-travaillistes ?», https://journals.openedition.org/osb/289?lang=en

Worth, Owen (2018), «Lexit: Did it ever really exist?»
https://marxistsociology.org/2018/12/lexit-did-it-ever-really-exist/

Y.C. (2005), «La triste farce de la "victoire du non"» (2005) https://npnf.eu/spip.php?article156.

Y.C. (2007), «Le stalinisme existe-t-il encore ?» (2007), https://npnf.eu/spip.php?article277

Y.C. (2007), «Les dix commandements de la gauche théocompatible», https://npnf.eu/spip.php?article1127

Y.C. (2018), «Blanchité» et «races sociales» : un festival de contradictions et de contorsions théoriques», https://npnf.eu/IMG/pdf/blanchite_et_race_sociale.pdf

Y.C. (2019), «"Race", "genre" et...tours de passe-passe biologiques», https://npnf.eu/spip.php?article657

Y.C. (2024), «Royaume-Uni : «premiers concernés» ou mercenaires cyniques de la classe dominante ?», https://npnf.eu/spip.php?article1186

Y.C. (2025), «La Gauche française contre l'immigration : de Jean Jaurès à Fabien Roussel», https://npnf.eu/spip.php?article1201.